

1. Verfassungs- und Verwaltungsrecht

1.1 Meinungsäusserungs- und Informationsfreiheit, Medienfreiheit

09-2

Verantwortlichkeit für Äusserungen des Interviewpartners

Medienfreiheit; Schutz des Ansehens; Verhältnismässigkeit; Interview; Wiedergabe Drittäusserung; Zusatzrecherche

Art. 10 EMRK

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 5.2.2009 (N° 42117/04 «Brunet-Lecomte u.a. c. Frankreich»)

Die Monatszeitschrift «Objectif Rhône Alpes» publizierte im Februar 2001 ein Interview mit dem früheren Direktor der Lyoner Filiale der Genfer Kantonalbank, Bernard Monnot.

Das Interview wurde auf der Titelseite mit der Schlagzeile «Argent sale, un banquier lyonnais accuse la Banque cantonale de Genève» angekündigt. Auf Seite 16 des Magazins lautete die Überschrift «Les autorités bancaires ont préféré fermer les yeux sur ce système mafieux». Der Artikel bestand aus einem Interview mit Bernard Monnot und einer redaktionellen Einleitung:

«Bernard Monnot a décidé de dénoncer publiquement les dérives mafieuses de la Banque cantonale de Genève à Lyon qu'il accuse de blanchir de l'argent sale à partir de sa filiale lyonnaise. Et cet ancien banquier sait de quoi il parle puisqu'il a lui-même dirigé la filiale de cette banque suisse pendant deux ans. Avant d'être révoqué. Et ce banquier va plus loin puisqu'il s'en prend à la commission bancaire et aux dirigeants de la banque de France qu'il accuse d'avoir étouffé cette affaire. Des révélations qui font l'objet d'une véritable bombe au moment où va sortir un rapport de la mission parlementaire sur la délinquance financière et le blanchiment des capitaux en Europe dont le rapporteur est le fameux député socialiste Arnaud Montebourg. Interview exclusive.»

Im Interview warf der ehemalige Direktor der Bank Geldwäscherei vor. Im Jahr nach seinem Abgang habe die Filiale 313 Millionen Francs aus Steuerbetrug und kriminellen Aktivitäten gewaschen. Auf Zivilklage der Bank wurden – neben Monnot – auch der für die Zeitschrift verantwortliche Brunet-Lecomte und das herausgebende Medienunternehmen zur Bezahlung einer symbolischen Entschädigung von einem Euro verurteilt.

Der Gerichtshof hatte die Verhältnismässigkeit des Eingriffs in die freie Meinungsäusserung zu prüfen. Er unterstrich zunächst die journalistische Freiheit bei der Wiedergabe aktueller Vorwürfe allgemeinen Interesses.

«47. La Cour rappelle qu'en raison des «devoirs et responsabilités» inhérents à l'exercice de la liberté d'expression, la garantie que l'article 10 offre aux journalistes en ce qui concerne

les comptes rendus sur des questions d'intérêt général est subordonnée à la condition que les intéressés agissent de bonne foi de manière à fournir des informations exactes et dignes de crédit dans le respect de la déontologie journalistique (voir, par exemple, les arrêts *Bladet Tromsø et Stensaas c. Norvège* [GC], n° 21980/93, § 65, CEDH 1999 III, et *Colombani et autres c. France*, n° 51279/99, § 65, CEDH 2002 V). Il n'en reste pas moins que la liberté journalistique comprend aussi le recours possible à une certaine dose d'exagération, voire même de provocation (voir, notamment, *Bladet Tromsø et Stensaas*, précité, § 59). Par ailleurs, exiger de manière générale que les journalistes se distancient systématiquement et formellement du contenu d'une citation qui pourrait insulter des tiers, les provoquer ou porter atteinte à leur honneur ne se concilie pas avec le rôle des médias d'informer sur des faits ou des opinions et des idées qui ont cours à un moment donné (*Thoma c. Luxembourg*, n° 38432/97, § 64, CEDH 2001 III).»

Die umstrittene Darstellung in «Objectif Rhône Alpes» sprengte aber die Grenzen des Erlaubten:

«48. En l'espèce, la Cour rappelle que M. Monnot est l'ancien dirigeant de la filiale lyonnaise de la Banque cantonale de Genève. Ce statut donne du crédit à ses propos aux yeux du lecteur. Or, la Cour constate que ce requérant a été condamné pour avoir imputé des faits pénalement répréhensibles aux dirigeants de la Banque cantonale de Genève, sans que de telles accusations aient été préalablement établies par les juridictions pénales. De l'avis de la Cour, de tels propos, particulièrement virulents en l'espèce, étaient dépourvus d'ambiguïté ou de nuance en ce que le requérant affirmait clairement qu'après son départ, la Banque cantonale de Genève avait blanchi de l'argent à grande échelle, avançant même le chiffre précis de 313 millions de francs pour l'année suivant sa révocation. Par ailleurs, il prétendait avoir été révoqué de son poste au sein de la banque pour permettre à celle-ci de se livrer à grande échelle à des activités de blanchiment «d'argent sale».

49. Quant aux deux derniers requérants, la société éditrice et le directeur de publication du mensuel en cause, les juridictions internes ont constaté que ce dernier était journaliste et donc professionnel de l'information et qu'il avait publié cette interview comportant des propos particulièrement virulents et des accusations graves, sans en nuancer le contenu et sans rappeler au lecteur qu'aucune condamnation pénale n'avait été prononcée à l'encontre de la Banque cantonale de Genève ou de ses dirigeants. Elles ont souligné qu'au contraire, dans les commentaires introductifs de l'interview litigieuse, il avait tenté de crédibiliser les propos tenus par le second requérant en précisant que celui-ci «savait de quoi il parlait», faisant référence à son statut d'ancien dirigeant de la banque concernée. Compte tenu de ces éléments, la Cour ne peut souscrire à l'argument du premier requérant selon lequel il s'est contenté de rapporter les propos d'un tiers puisque, en l'espèce, ces propos ont été assortis de commentaires virulents et qui dépassaient incontestablement «une certaine dose d'exagération, voire même de provocation» (voir *Bladet Tromsø et Stensaas*, précité, § 59).

50. Par ailleurs, la Cour relève que les dirigeants de la banque mise en cause n'ont pas été contactés avant la parution de l'interview. Selon les tribunaux internes, le fait que le premier requérant n'ait pas pris la peine de solliciter un deuxième avis, permettait de caractériser sa mauvaise foi. La

Cour rappelle que le respect de leur déontologie implique l'obligation pour les journalistes d'agir de bonne foi (Radio France et autres, précité, § 37). En l'espèce, elle constate, à l'instar des juridictions internes, que le manque de précautions et de nuance des propos retranscrits par le requérant ne permettaient pas, en l'espèce, de considérer que le premier requérant avait agi de bonne foi.»

Für den Gerichtshof war auch wesentlich, dass lediglich geringfügige Sanktionen ausgesprochen wurden.

«51. La Cour prend également acte de l'amnistie intervenue en 2002 et mettant fin à l'action publique contre les requérants. Elle constate qu'en l'espèce seule l'action civile subsistait et que cette procédure s'est achevée par une condamnation symbolique à des dommages et intérêts auxquels les trois requérants ont été solidairement tenus (1 EUR). A cet égard, elle rappelle que la nature et la lourdeur des peines infligées sont aussi des éléments à prendre en considération lorsqu'il s'agit de mesurer la proportionnalité de l'ingérence (Perna c. Italie [GC], n° 48898/99, § 39 *in fine*, CEDH 2003-V).

52. Eu égard à la teneur des propos jugés diffamatoires et publiés sans réserves dans le magazine et à leur impact potentiel sur le public, ainsi qu'au montant de la condamnation prononcée, la Cour juge l'ingérence litigieuse proportionnée au but poursuivi.»

Anmerkungen Es fällt immer schwerer, den Überblick über die Strassburger Rechtsprechung (auch) zur freien Kommunikation zu behalten. In der Flut stets neuer Richtersprüche gehen Präzisierungen und Verfeinerungen oft unbemerkt unter. Dies könnte auch für das vorliegende Urteil gelten, welches die langjährige Praxis des Gerichtshofs zur Verantwortlichkeit Medienschaffender für Äusserungen des Interviewpartners zwar nicht revolutioniert, aber doch nuanciert.

Begründet wurde diese Rechtsprechung 1994 mit dem Leitartikel N° 15890/89 «Jersild c. Dänemark» (Fernsehinterview mit rassistischen Jugendlichen). Die Grosse Kammer betonte damals, wie wichtig Interviews für die Rolle der Medien als «public watchdogs» sind. Die Bestrafung eines Journalisten für die Statements einer interviewten Person würde den Beitrag der Medien zur Diskussion allgemeiner Themen ernsthaft behindern. Der Staat sollte sie nur ins Auge fassen, wenn es besonders überzeugende Gründe dafür gebe. Später dehnte der Gerichtshof diese Rechtsprechung von eigentlichen Interviews auf Pressekonferenzen aus (Urteil N° 20893/03 «July & Libération c. Frankreich» vom 14.2.2008). In Dutzenden von Fällen ergänzte der Gerichtshof, dass es keine Pflicht der Medienschaffenden gibt, sich von den Äusserungen des Dritten zu distanzieren (so etwa 2001 im Urteil N° 38432/97 «Thoma c. Luxemburg»).

Die journalistische Wiedergabe des fremden Statements muss auch nicht völlig neutral sein, zumal Interviews journalistisch aufbereitet (mit Schlagzeilen, Zwischentiteln, Illustrationen, Bildlegenden usw.) und oft in einem eigenen, zusammenfassenden Beitrag angekündigt werden. Ein gewisses Mass an Vereinfachung und Übertreibung ist auch in diesem Zusammenhang erlaubt. Dieses Mass des Zulässigen war gemäss EGMR allerdings in einem Fall gesprengt, in dem eine Zeitung die offensichtlich ehrenrührige Stellungnahme einer wenig zuverlässigen privaten Informationsquelle zu einem offiziellen Kommentar hinaufstilisierte hatte

(Urteil N° 72331/01 «Krone Verlags GmbH & Co KG c. Österreich» [N° 4] vom 9.11.2006).

Das jüngste Strassburger Urteil zum Bericht in «Objectif Rhône Alpes» verdeutlicht die angetönten Grenzen der Freiheit bei brisanten Interviews: Hinter den Aussagen des Interviewpartners kann sich nicht verstecken, wer sich – ohne ausreichende Zusatzrecherchen – mit gravierenden Vorwürfen im Interview solidarisiert oder wenigstens deren Glaubwürdigkeit unterstreicht. Die französischen Journalisten formulierten dies auf etwas plumpe Weise («cet ancien banquier sait de quoi il parle»). Abzuwarten bleibt, wie der Gerichtshof subtiler zuspitzende oder aufbauschende Darstellungen von Interviews beurteilen wird.

Dr. iur. Franz Zeller, Bern

09-3

Zulässige Bussen wegen indirekter Tabakwerbung in französischen Printmedien

Medienfreiheit; Schutz der öffentlichen Gesundheit; Verhältnismässigkeit; indirekte Tabakwerbung; Satire; Fotomontage; Diskriminierung Presse

Art. 10 und Art. 14 EMRK

Urteile des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 5.3.2009 (N° 13353/05 «Hachette Filipacchi Presse Automobile & Dupuy c. Frankreich» und N° 26935/05 «Société de Conception de Presse et d'Édition & Ponson c. Frankreich»)

In Frankreich gilt seit 1993 ein fast vollständiges Verbot direkter oder indirekter Werbung für Tabakprodukte (Loi Evin vom 10.1.1991). Als unzulässige indirekte Werbung gilt z.B. das Zeigen der Logos von Tabakmarken:

Article L. 3511-3: «La propagande ou la publicité, directe ou indirecte, en faveur du tabac, des produits du tabac ou des ingrédients définis au deuxième alinéa de l'article L. 3511-1 ainsi que toute distribution gratuite ou vente d'un produit du tabac à un prix de nature promotionnelle contraire aux objectifs de santé publique sont interdites.

(...) Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur du tabac, des produits du tabac ou des ingrédients définis au deuxième alinéa de l'article L. 3511-1.»

Article L. 3511-4, alinéa 1: «Est considérée comme propagande ou publicité indirecte la propagande ou la publicité en faveur d'un organisme, d'un service, d'une activité, d'un produit ou d'un article autre que le tabac, un produit du tabac ou un ingrédient défini au deuxième alinéa de l'article L. 3511-1 lorsque, par son graphisme, sa présentation, l'utilisation d'une marque, d'un emblème publicitaire ou un autre signe distinctif, elle rappelle le tabac, un produit du tabac ou un ingrédient défini au deuxième alinéa de l'article L. 3511-1.»

Eine Ausnahme macht das französische Gesetzesrecht allerdings für die Fernsehübertragung ausländischer Motorsportveranstaltungen: «La retransmission des compétitions de sport mécanique qui se déroulent dans des pays où la publicité pour

le tabac est autorisée, peut être assurée par les chaînes de télévision.» (Article L. 3511-5).

Wegen Missachtung der Loi Evin wurden die Verantwortlichen der Monatszeitschrift «Action Auto Moto» (Verlag Hachette Filipacchi Presse Automobile) zu einer Busse von 30000 Euro verurteilt. Sie hatten im März 2002 im A4-Format ein Bild der Siegerehrung des Grand Prix von Australien abgedruckt, welches die Sponsorenlogos von zwei Zigarettenmarken auf den Overalls von Michael Schumacher und einem anderen Piloten in einer Grösse von etwa einem Zentimeter zeigten. Eine Busse von 20000 Euro gab es für die Zeitschrift «Entrevue» (Verlag Société de Conception de Presse et d'Édition), die in einem redaktionellen Bericht über die bestbezahlten Sportler der Welt u.a. eine Fotografie von Michael Schumachers Helm mit Marlboro-Logo sowie eine satirische Fotomontage mit zwei kopulierenden Marlboro-Packungen und dem Text «Attention, fumer... donne le cancer de l'anus» veröffentlicht hatte.

Die gebüssten Verlage argumentierten in Strassburg vergeblich, die Bussen bedeuteten eine unverhältnismässige Beschränkung der Meinungsfreiheit (Art. 10 EMRK). Zum Schutz der öffentlichen Gesundheit ist der Kampf gegen den Tabakkonsum laut EGMR ein vordringliches Ziel, welches einem breiten europäischen Konsens entspreche.

«56. Les requérants ont été condamnés pour la publication de photographies sur lesquelles apparaissaient des logos d'une marque de cigarettes, ainsi que pour un photomontage mettant en scène la même marque de cigarettes. Le but de l'ingérence visait l'objectif de protection de santé publique poursuivi en l'espèce par la loi du 10 janvier 1991. La Cour est d'avis, avec le Gouvernement, que la restriction de la publicité en faveur du tabac et des produits du tabac constitue un axe essentiel d'une stratégie plus globale de lutte contre le fléau social que constitue le tabagisme. Cette politique suscite dans l'opinion et auprès des pouvoirs publics un intérêt soutenu. Ainsi, des considérations primordiales de santé publique, sur lesquelles l'Etat et l'Union européenne ont d'ailleurs légiféré, peuvent primer sur des impératifs économiques, et même certains droits fondamentaux comme la liberté d'expression.

57. Il existe un consensus européen sur la volonté de réglementer strictement la publicité des produits en faveur du tabac (paragraphe 22 à 25 ci-dessus). Ainsi que le souligne l'avocat général dans ses conclusions du 15 juin 2000 présentées dans le cadre des affaires C-376/98 et C-74/99 de la C.J.C.E., le législateur européen avait des motifs raisonnables de croire qu'une large interdiction de la promotion du tabac au niveau européen aboutirait à une réduction significative des niveaux de consommation et protégerait la santé publique (paragraphe 23 ci-dessus). De plus, la Cour observe qu'une tendance générale à la réglementation est désormais affichée au niveau mondial (paragraphe 26 et 27 ci-dessus).

58. La Cour note que les requérants ont été condamnés par les juridictions nationales pour publicité illicite en faveur de produits du tabac, en vertu de l'article L. 3511-3 du code de la santé publique, laquelle prohibe la publicité directe ou indirecte en faveur du tabac ou des produits du tabac. En l'espèce, les juridictions internes ont estimé que bien qu'effectuée à titre d'information selon la défense, la publication en pages 116, 117 et 118 de photographies d'événements sportifs et de sportifs connus, sur lesquelles [figurait] de manière apparente et ré-

pétée la marque de tabac M., [constituait] une publicité illicite de cette marque, le journal en faisant, de la sorte, la promotion auprès de son lectorat. Elles ont également précisé que des publicités susvisées, adressées à un lectorat jeune, en présentant ostensiblement le nom d'une grande marque de tabac, sous un aspect séduisant, en l'associant au monde du sport, à la réussite professionnelle et au goût du risque ou en tournant en dérision ou en ridiculisant les mentions légales d'information inscrites sur les paquets de cigarettes, [compromettaient] les efforts du C.N.C.T. qui tente de limiter le nombre de nouveaux consommateurs de tabac. La Cour n'a pas à juger de l'impact réel de l'interdiction de la publicité sur la consommation. Que les publications litigieuses soient considérées comme susceptibles d'inciter à la consommation du tabac, en particulier pour les jeunes, lui paraît être un motif «pertinent» et «suffisant» pour justifier l'ingérence.

59. La Cour ne partage pas l'avis des requérants selon lequel la diffusion de l'événement serait amoindrie ou inexacte sans l'apparition des logos de marques. Elle relève que les logos des marques de cigarettes prennent sur les photographies une place importante, et sont particulièrement visibles et directement associés à la réussite du sportif. La Cour estime que les requérants auraient pu rendre flous lesdits logos, ce procédé technique étant très facile à mettre en œuvre, sans qu'une telle modification n'altère considérablement la substance même des photographies, ni ne porte atteinte à la retransmission exacte de l'information. Cette nuance dans l'expression était au demeurant à la portée des requérants, professionnels de la presse, qui se devaient d'être au fait des dispositions légales pertinentes et de la jurisprudence en la matière, quitte à recourir aux conseils de juristes spécialisés (voir, parmi d'autres, Lindon et autres c. France [GC], nos 21279/02 et 36448/02, 22 octobre 2007, § 42).

60. Par ailleurs, ainsi que le font valoir les juridictions internes, le public de ce magazine est notamment constitué de lecteurs jeunes, lesquels se trouvent être plus vulnérables. De l'avis de la Cour, il convient de prendre en compte l'impact des logos sur ces lecteurs, particulièrement sensibles à la réussite sportive ou financière.»

Auch die Massnahme gegen die Fotomontage sei verhältnismässig, denn sie zeige Marlboro nicht in einem negativen Licht, sondern parodierte eher den gesetzlich vorgeschriebenen Warnhinweis auf Zigarettenpackungen:

«61. Quant à la condamnation des requérants pour la publication du photomontage satirique, lequel met en relation le sexe et la marque de tabac, la Cour estime qu'il ne présente pas une image négative de celle-ci. Quant à l'argument des requérants selon lequel la mention «attention, fumer... donne le cancer de l'anus» qui l'accompagne tournerait en dérision la marque de cigarettes concernée, la Cour ne l'estime pas pertinent et considère que c'est plutôt la mention imposée par la législation qui est parodiée en l'espèce.»

Der Gerichtshof verwarf auch den Einwand, die französische Rechtslage diskriminiere die gedruckten Medien gegenüber dem Fernsehen (Art. 14 in Verbindung mit Art. 10 EMRK). Bei den Bewegtbildern des Fernsehens ist gemäss EGMR ein Ausblenden der Tabakwerbung aus technischen Gründen – wenigstens bei Liveübertragungen – gar nicht machbar. Die Situation des Fernsehens entspreche in dieser Hinsicht nicht

jener der Presse. Mangels einer vergleichbaren Situation fehle es somit an einer Diskriminierung.

«77. La Cour relève que le grief des requérants vise à contester l'article L. 3511-5 du code de la santé publique, qui autorise les médias audiovisuels à retransmettre en France les compétitions de sport mécanique – sans cacher les marques de cigarettes disposées sur les automobiles, les combinaisons des pilotes ou le circuit – lorsqu'elles se déroulent dans des pays qui autorisent la publicité pour les produits du tabac. La première question à laquelle la Cour doit répondre est de savoir si la presse écrite et les médias audiovisuels peuvent être considérés comme placés, dans l'absolu, dans des situations analogues.

78. La Cour doit dès lors prendre en compte les considérations techniques invoquées. Ainsi que l'ont relevé les juridictions internes, les moyens techniques ne permettent pas à l'heure actuelle de dissimuler les emblèmes, logos ou publicités sur les images retransmises dans les médias audiovisuels. En revanche, il est possible de ne pas photographier de tels signes, de les cacher ou de les rendre flous sur les pages de magazines. Les médias de presse écrite disposent ainsi du temps et des facilités techniques nécessaires pour modifier l'image et rendre flous les logos rappelant des produits du tabac.

79. En outre, la Cour relève qu'à l'occasion d'un litige portant sur la question des rediffusions d'images d'événements sportifs intervenant plusieurs heures ou plusieurs jours après l'épreuve, la Cour de cassation a confirmé que la retransmission d'une course en temps réel constitue la seule exception à l'interdiction de la publicité indirecte en faveur des produits du tabac (paragraphe 21 ci-dessus).

80. Eu égard à tout ce qui précède, la Cour est d'avis que les médias audiovisuels et les médias de presse écrite ne sont pas placés dans des situations analogues ou comparables.

81. Partant, la Cour estime qu'il n'y a pas eu violation de l'article 14 de la Convention combiné avec l'article 10.»

Anmerkungen Die beiden französischen Verlagshäuser haben mit ihren Beschwerden in Strassburg Schiffbruch erlitten. Immerhin können sie für sich in Anspruch nehmen, den Gerichtshof zu neuen Ufern geführt zu haben.

1. Erstmals hat der Gerichtshof den Stellenwert gesundheitspolitischer Werbeverbote beurteilt. Er macht deutlich, dass der Kampf gegen Tabakwerbung in Europa einen hohen Stellenwert hat und den Staaten wesentliche Einschränkungen der freien Kommunikation erlaubt. Hat ein Staat – anders als die Schweiz – entsprechende gesetzliche Vorschriften erlassen, so lässt der EGMR sogar im redaktionellen Teil empfindliche Freiheitsbeschränkungen zu. Dies gilt selbst, wenn den Medien keine finanzielle Gegenleistung der Tabakindustrie zufliesst. Im Gegensatz etwa zu Kontroversen um den Schutz des Ansehens nützt es den Medien im Zusammenhang mit Tabak auch kaum, wenn eine journalistische Darstellung unterschiedlichen Interpretationen offensteht. Sie können auch sanktioniert werden, wenn sie das Rauchen oder Zigaretten ambivalent darstellen und nicht zwingend in ein positives Licht rücken. Bereits das mehr oder weniger entfernte Risiko einer Beeinflussung der jugendlichen Leserschaft vermag hier Massnahmen zu rechtfertigen. Aus journalistischer Warte wird auch auffallen, dass der Gerichtshof im Ergebnis eine Pflicht zur Bildmanipulation (Verwischung der Logos von Zigarettenmarken) akzeptiert.

2. Bislang einmalig dürfte sein, wie gering der Gerichtshof im Fall der Zeitschrift «Entrevue» die Freiheit der Satire gewichtet. Zwar hat der Gerichtshof satirischen Darstellungen auch schon eine Grenze gezogen, wenn sie äusserst heikle Themen (wie Terroranschläge) zu einem sehr problematischen Zeitpunkt (13. September 2001) aufgreifen und dadurch hochwertige Rechtsgüter massiv gefährden (Urteil N° 36109/03 «Leroy c. Frankreich» vom 2.10.2008 = medialex 4/2008, S. 183 ff.). Die bisherige Rechtsprechung konnte aber durchaus die Erwartung wecken, dass ein vergleichsweise harmloses Thema wie die staatliche Gesundheitspolitik (Warnhinweise auf Zigarettenpackungen) gefahrlos persifliert werden darf. Ein solcher Schabernack als indirekte Werbung, welcher die Jugend gefährdet und den Tabakkonsum fördert? Dies scheint eher an den Haaren herbeigezogen und will auch nach mehrmaliger Lektüre der in diesem Punkt sehr knappen Urteilsbegründung nicht so recht einleuchten.

3. Erstmals stand der Gerichtshof zudem vor der ungewöhnlichen Situation, dass eine staatliche Regelung die gedruckten Medien stärker einschränkt als die audiovisuellen. Bisher hatte er sich immer wieder mit der umgekehrten Konstellation zu befassen, dass Radio und Fernsehen stärker in die Pflicht genommen wurden (z.B. bei politischer oder religiöser Werbung, aber auch bei den Sorgfaltspflichten im redaktionellen Teil). Schärfere Pflichten hat er unter anderem mit dem Hinweis auf die besonderen Wirkungen der audiovisuellen Medien abgesehnet. Dass das französische Recht dem Fernsehen bei der Berichterstattung über Motorsport sogar noch mehr Freiraum lässt als den Printprodukten, mag irritieren. Die französische Justiz und auch der Gerichtshof begründen dies mit technischen Realitäten. Diese Argumentation ist nachvollziehbar.

Die beiden Beschwerden betrafen zwar journalistische Äusserungen. Die Begründungslinie des EGMR stellt den Kampf gegen Tabak aber ganz allgemein über die freie Kommunikation. Zumindest ausserhalb von Frankreich dürfte diese Weichenstellung des Gerichtshofs für die kommerzielle Kommunikation (bezahlte Werbung, Sponsoring) bedeutender sein als für den redaktionellen Teil.

Dr. iur. Franz Zeller, Bern

09-4

Grenzen des Verbots der Fernsehwerbung für politische Parteien

Meinungsfreiheit; politische Werbung; Fernsehen (bzw. audiovisuelle Medien); Verhältnismässigkeit

Art. 10 EMRK; Art. 10 Abs. 1 Bst. d RTVG

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 11.12.2008 (N° 21132/05 «TV Vest AS & Rogaland Pensjonistparti c. Norwegen»)

Die kleine norwegische Rentnerpartei liess vor den lokalen Wahlen 2003 einen von ihr bezahlten Werbespot über TV Vest verbreiten. Da diese Ausstrahlung das in Norwegen geltende Verbot der politischen Werbung im Fernsehen missach-

tete, bürste die Aufsichtsbehörde den Fernsehveranstalter. Diese Sanktion missachtete nach einstimmiger Auffassung der 1. Kammer des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte (EGMR) die Meinungsfreiheit.

Die Kammer akzeptierte zwar, dass es im Grundsatz gute Gründe für ein staatliches Verbot der politischen Werbung im Fernsehen gibt: «70. In this regard, the Court notes that the rationale for the statutory prohibition of broadcasting of political advertising through television was, as stated by the Supreme Court, the assumption that allowing the use of such a form and medium of expression was likely to reduce the quality of political debate generally. In this way complex issues might easily be distorted and groups that were financially powerful would get greater opportunities for marketing their opinions than those that were not. Pluralism and quality were central considerations, as was the fact that it was the legislator who had given the ramification in question for the democratic processes, the legislator being better placed than any other State organs in assessing how best to achieve those objectives. The Government pointed out that the ban had been limited to political advertising on television due to the powerful and pervasive impact of this type of medium. Moreover, the prohibition had contributed to limiting election campaigns costs, to reducing participants' donor dependence and ensuring a level playing field in elections. It was aimed at supporting the integrity of democratic processes, to obtain a fair framework for political and public debate and to avoid that those who were well endowed obtained an undesirable advantage through the possibility of using the most potent and pervasive medium. Also, it helped to preserve the political impartiality of television broadcasting. These are undoubtedly relevant reasons (see VgI, cited above, § 73).»

Die allgemein für ein TV-Politwerbeverbot sprechenden Gründe stachen nach Auffassung der 1. Kammer im Falle der Rentnerpartei aber nicht.

«71. However, the Court is not convinced that these objectives were sufficient to justify the interference complained of.

72. In the first place, there is nothing to suggest that the Pensioners Party fell within the category of parties or groups that were the primary targets of the disputed prohibition, namely those which because of their relative financial strength might have obtained an unfair advantage over those less endowed by being able to spend most on broadcast advertising (see VgI, cited above, § 75).

73. On the contrary, while the Pensioners Party belonged to a category which the ban in principle was intended to protect, the Court, unlike the majority of the Supreme Court (see paragraph 62 of its judgment, quoted at paragraph 20 above), is not persuaded that the ban had the desired effect. In contrast to the major political parties, which were given a large amount of attention in the edited television coverage, the Pensioners Party was hardly mentioned. Therefore, paid advertising on television became the only way for the Pensioners Party to get its message across to the public through that type of medium. By being denied this possibility under the law, the Pensioners Party's position was at a disadvantage, compared to that of major parties which had obtained edited broadcasting coverage that could not be offset by the possibility available to it to use other but less potent media.»

Die Kammer verwarf auch das Argument der Regierungen Norwegens, Irlands und Grossbritanniens (beide als Drittbeteiligte i.S. von Art. 36 Abs. 2 EMRK im Verfahren), dass es in der Praxis keine sinnvolle Alternative zu einem ausnahmslosen Verbot der politischen Werbung für alle Parteien gibt. Die Beschränkung der Meinungsfreiheit (Art. 10 EMRK) war deshalb unverhältnismässig.

Anmerkungen Der Fall TV Vest ist nicht nur für Norwegen, Grossbritannien und Irland von grundsätzlichem Interesse. Die Angelegenheit ist für alle Europaratsstaaten relevant, welche die Wahlwerbung im Fernsehen beschränken. So untersagt in der Schweiz Art. 10 Abs. 1 Bst. d RTVG die Radio- und Fernsehwerbung für politische Parteien, d.h. für alle an Volkswahlen teilnehmenden Gruppierungen (Art. 17 Abs. 1 RTVV).

Eine nähere Analyse des von sieben Richtern gefällten Kammerurteils drängt sich momentan nicht auf, denn es ist absehbar, dass das Grundsatzurteil noch der Grossen Kammer des EGMR (17 Richter) vorgelegt wird.

Dr. iur. Franz Zeller, Bern

09-5

Unberechtigte Immunität für Äusserungen eines Ministers in Zeitungsinterview

Recht auf Zugang zu Gericht; parlamentarische Immunität; Meinungsfreiheit; Schutz des Ansehens; Interview

Art. 6, 8 und 10 EMRK

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 24.2.2009 (N° 46967/07 «C.G.I.L. & Cofferati c. Italien»)

Verletzung des Anspruchs auf Zugang zu einem Gericht (Art. 6 Abs. 1 EMRK) durch Immunität für den damaligen Minister und Parlamentarier Umberto Bossi, der im März 2002 in einem Interview in der Tageszeitung «Il Messaggero» nach der Ermordung des Rechtsprofessors Marco Biagi durch die Roten Brigaden gravierende Vorwürfe gegen die Gewerkschaft C.G.I.L. erhoben hatte. Eine Klage der C.G.I.L. und ihres Generalsekretärs gegen Bossi scheiterte daran, dass das Parlament 2003 die parlamentarische Immunität Bossis bejahte. Der Gerichtshof hielt mit 5 gegen 2 Stimmen fest, dass Bossis Statements ausserhalb der parlamentarischen Debatte gemacht worden waren und keinen ausreichenden Konnex zum parlamentarischen Mandat hatten.

09-6

Unzulässige polizeiliche Information über Festnahme

Schutz des Privatlebens; Recht am eigenen Bild; legitimer Eingriffszweck; polizeiliche Informationen

Art. 8 und 10 EMRK

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 24.2.2009 (N° 42716/02 «Toma c. Rumänien»)

Missachtung des Privatlebens (Art. 8 EMRK) durch rumänische Polizeibeamte, welche die Medien über die Festnahme eines Tatverdächtigen (Cannabisbesitz) orientiert und ihnen erlaubt hatten, den Festgenommenen gegen seinen Willen zu fotografieren. Die Veröffentlichung der Bilder hatte keinen eigenen Informationswert und diente auch nicht den Interessen der Strafjustiz (wie etwa der Verhinderung von Straftaten). Es fehlte daher an einem legitimen Zweck für die polizeilich veranlasste Beschränkung des Privatlebens.

09-7

Ungenügende Massnahmen zur Ermittlung eines Online-Straftäters

Schutz des Privatlebens; staatliche Schutzpflicht; Kinderschutz; Netzwerkkriminalität; Datenherausgabe; Provider

Art. 8 EMRK

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 2.12.2008 (Urteil N° 2872/02 «K.U. c. Finnland»)

Mangelnder (staatlicher) Schutz des Privatlebens (Art. 8 EMRK) eines Zwölfjährigen, in dessen Namen ein Unbekannter 1999 im Internet eine anstössige Kontaktanzeige aufgegeben hatte. Die Ermittlung des anonymen Täters scheiterte an der Weigerung der finnischen Justiz, den Provider zur Herausgabe der fraglichen Daten zu verpflichten.

09-8

Unzulässiges Fotografieren eines Neugeborenen in Privatklinik

Schutz des Privatlebens; staatliche Schutzpflicht; Recht am eigenen Bild; (fehlende) Einwilligung der Eltern; Genugtuung

Art. 8 EMRK

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 15.1.2009 (Urteil N° 1234/05 «Reklos & Davourlis c. Griechenland»)

Mangelnder (staatlicher) Schutz des Privatlebens (Art. 8 EMRK) eines griechischen Ehepaars, dessen neugeborenes Kind vom Fotografen einer Privatklinik ohne Einwilligung fotografiert worden war. Der Gerichtshof hielt einstimmig fest, ein effektiver Schutz des Rechts am eigenen Bild setze voraus, dass die betroffene Person bereits der Aufnahme – und nicht erst einer späteren Veröffentlichung – zustimme. Nicht zu vernachlässigen sei zudem die unberechtigte Weigerung des Fotografen, den Eltern die Negative herauszugeben. Die griechische Justiz habe das Recht auf Achtung des Privatlebens des Neugeborenen ungenügend geschützt. Für die erlittene Unbill sprach der EGMR eine Genugtuungssumme von 8000 Euro zu.

09-9

Zeitungspublikation des (alten) Bildes einer Angeschuldigten

Medienfreiheit; Verhältnismässigkeit; Recht am eigenen Bild; Tatverdächtige; hängiges Strafverfahren; Einwilligung; Genugtuung

Art. 8 und 10 EMRK

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 10.2.2009 (N° 3514/02 «Eerikäinen u.a. c. Finnland»)

Missachtung der Meinungsfreiheit durch die zivilrechtliche Verurteilung eines finnischen Verlags und verschiedener Medienschaffender zur Bezahlung von rund 3300 Euro Genugtuung an eine wegen Steuer- und Sozialversicherungsbetrugs Angeschuldigte. Das Magazin «Alibi» hatte 1997 während eines hängigen Strafverfahrens zwei Bilder abgedruckt, die aus einem acht Jahre vorher publizierten Artikel zu einem völlig anderen Thema stammten. Nach Ansicht des EGMR liefert die Öffentlichkeit des Strafprozesses den Medien zwar keine Carte blanche und beeinträchtigt die Publikation ihres Bildes das Privatleben einer Tatverdächtigen grundsätzlich stärker als die Veröffentlichung ihres Namens. Die finnische Justiz hatte aber nicht ausreichend berücksichtigt, dass das Bild ursprünglich mit Zustimmung der Angeschuldigten aufgenommen (und veröffentlicht) worden war. Die Publikation diente Diskussion einer allgemein interessierenden Frage.

09-10

Recht von Mietern auf Satellitenschüssel zum Fernsehempfang

Informationsfreiheit; staatliche Schutzpflicht; Fernsehempfang; Satellitenschüssel; Mietrecht; Unterhaltungssendungen

Art. 10 EMRK

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 16.12.2008 (Urteil N° 23883/06 «Khurshid Mustafa & Tarzibachi c. Schweden»)

Missachtung der Meinungsfreiheit (Art. 10 EMRK) eines irakischstämmigen Ehepaars, dem der Vermieter wegen der verweigerten Entfernung einer zum Empfang von Fernsehprogrammen installierten Satellitenschüssel die Wohnung gekündigt hatte. Die schwedische Ziviljustiz wies eine Beschwerde des Ehepaars ab und verletzte dadurch ihre Pflicht zum Schutz der Meinungsfreiheit. Gerade für eine Immigrantenfamilie mit drei Kindern sei die Wichtigkeit des Zugangs (auch) zu Unterhaltungssendungen aus ihrem Kulturkreis und in ihrer Muttersprache nicht zu unterschätzen.

09-11

Buchverleger nicht zur Distanzierung von Äusserungen des Autors verpflichtet

Medienfreiheit; Verhältnismässigkeit; Rechtfertigung von Kriegsverbrechen; Verantwortlichkeit des Verlags; Distanzierung von Drittäusserungen

Art. 10 EMRK

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 15.1.2009 (N° 20985/05 «Orban u.a. c. Frankreich»)

Missachtung der Meinungsfreiheit durch Busse von je 15000 Euro für die Publikation des Buchs «Services Spéciaux Algérie 1955-1957» mit den Memorien des früheren Geheimdienstgenerals Paul Aussaresses, der die Leser von der Legitimität und Unausweichlichkeit von Folter und Exekutionen im Algerienkrieg zu überzeugen versuchte. Die Strafe wegen der öffentlichen Rechtfertigung von Kriegsverbrechen (art. 24 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse) bzw. Gehilfenschaft dazu war in einer demokratischen Gesellschaft nicht notwendig. Der Gerichtshof verneinte eine Pflicht der Verleger, sich von den Äusserungen des Generals zu distanzieren. Das Vorwort habe ihn und seine Taten nicht verherrlicht. Zudem liege der Algerienkrieg lange zurück und gehöre die Schilderung eines Zeitzeugen zur Geschichte Frankreichs.

09-12

Unverhältnismässiges Fernhalten eines Schiffs von Abtreibungsbefürwortern

Meinungsfreiheit; Schutz der öffentlichen Ordnung; Verhältnismässigkeit; Schwangerschaftsabbruch; chilling effect

Art. 10 EMRK

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 3.2.2009 (N° 31276/05 «Women on Waves u.a. c. Portugal»)

Missachtung der Meinungsfreiheit durch die portugiesischen Behörden, die das Schiff Borndiep der für die Entkriminalisierung des Schwangerschaftsabbruchs eintretenden niederländischen Stiftung «Women on Waves» 2004 am Einfahren in portugiesische Hoheitsgewässer gehindert hatten. Es fehlte an Indizien für eine Absicht der Stiftung, die portugiesischen Gesetzesvorschriften gegen Abtreibung zu brechen. Die öffentliche Ordnung konnte auch anders gesichert werden als durch den Einsatz eines Kriegsschiffs, der einen abschreckenden Effekt auf alle Abtreibungsbefürworter hatte.

09-13

Unverjährbarer Ehrenschutz im Internet wäre menschenrechtlich problematisch

Medienfreiheit; Verhältnismässigkeit; Schutz des Ansehens; Verjährung; Internet; chilling effect

Art. 8 und 10 EMRK

Urteile des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 10.3.2009 (N° 3002/03 & 23676/03 «Times Newspapers Ltd. [Nos. 1 and 2] c. Grossbritannien»)

Ein zeitlich unbeschränktes Risiko von Ehrverletzungsklagen für vor sehr langer Zeit ins Internet gestellte Zeitungsartikel ist unter dem Blickwinkel der Meinungsfreiheit problematisch, zumal die Zeitung die Berechtigung ehrenrühriger Behauptungen lange nach der Publikation meist nur noch schwierig belegen kann: «The Court would (...) emphasise that while an aggrieved applicant must be afforded a real opportunity to vindicate his right to reputation, libel proceedings brought against a newspaper after a significant lapse of time may well, in the absence of exceptional circumstances, give rise to a disproportionate interference with press freedom under Article 10.» Im konkreten Fall einer Onlinepublikation von «The Times» war allerdings kein solcher Abschreckungseffekt zu befürchten und lag damit keine unverhältnismässige Beschränkung der Meinungsfreiheit vor.

09-14

Zulässige Abqualifizierung eines Dozenten als «verrückt»

Medienfreiheit; Verhältnismässigkeit; Schutz des Ansehens; Werurteil; zulässige Übertreibung

Art. 10 EMRK

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 20.11.2008 (N° 13327/04 «Brunet-Lecomte et Sarl Lyon Mag' c. Frankreich»)

Missachtung der Meinungsfreiheit durch Busse von 2000 Euro gegen den Direktor der Zeitschrift «Lyon Mag'», die einen wegen seiner Unterrichtsmethoden umstrittenen Universitätsdozenten mehrmals als verrückt tituliert hatte («L. l'énergumène de Lyon III»). Der Vorwurf der Verrücktheit war nach Ansicht des Gerichtshofs fraglos ironisch gemeint, konnte unter den konkreten Umständen nicht als diffamierend bezeichnet werden und bewegte sich innerhalb des der Presse zustehenden Rahmens der Übertreibung und Provokation.

09-15

Harte Medienvorwürfe gegen Expremierminister ausreichend erhärtet

Medienfreiheit; Verhältnismässigkeit; Schutz des Ansehens; Korruptionsvorwurf; ausreichende Faktenbasis

Art. 10 EMRK

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 3.3.2009 (N° 4411/04 «Bacanu & SC «R» SA c. Rumänien»)

Missachtung der Meinungsfreiheit durch straf- und zivilrechtliche Verurteilung eines Journalisten, der dem früheren Premierminister in zwei Zeitungsartikeln Verbindungen zu einem mafiösen Geschäftsmann und Korruption vorgeworfen hatte. Der Journalist erhob seine harten Vorwürfe nicht grundlos, sondern stützte sich auf eine ausreichende Faktenbasis. Die Formulierungen sprengten das erlaubte Mass journalistischer Übertreibung und Provokation nicht.

09-16

Übertriebenes Publikationsverbot während eines hängigen Strafprozesses gegen Richterin

Medienfreiheit; Verhältnismässigkeit; vorsorgliche Massnahme; Publikationsverbot; Schutz des Ansehens; Schutz eines hängigen Gerichtsverfahrens

Art. 10 EMRK

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 8.1.2009 (N° 34736/03 «Obukhova c. Russland»)

Missachtung der Meinungsfreiheit einer russischen Zeitungsjournalistin, die eine Richterin wegen des Verursachens eines Autounfalls kritisiert hatte und der die Ziviljustiz in einer vorsorglichen Massnahme verbot, weitere Informationen über den Unfall und das damit verknüpfte Verfahren zu veröffentlichen. Der Schutz des hängigen Gerichtsverfahrens vermochte das übertrieben weit formulierte Publikationsverbot nicht zu rechtfertigen. Besonders stossend war für den EGMR, dass die Zeitung an der Publikation von Material gehindert werden sollte, welches der Version der Richterin widersprach. Die Möglichkeit, andere Ansichten zu vertreten, sei der eigentliche Kern des Pluralismus.

09-17

EGMR einmal mehr gegen Freiheitsstrafen für blosse Ehrverletzungen

Medienfreiheit; Verhältnismässigkeit; Schutz des Ansehens; Freiheitsstrafe; chilling effect des Strafrechts

Art. 10 EMRK

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 24.2.2009 (N° 23806/03 «Dlugolecki c. Polen»)

Missachtung der Meinungsfreiheit des Chefredaktors eines Newsletters, der 2002 wegen der Beleidigung eines Lokalpolitikers strafrechtlich verurteilt worden war. Die Berichterstattung war nach Ansicht des EGMR ausgewogen. Die Tatsache, dass der Verurteilte nach dem Strafprozess seine journalistische Tätigkeit beendete, zeigte zudem den abschreckenden Effekt des Verfahrens. Strafrechtliche Verfahren bergen laut EGMR das Risiko einer Freiheitsstrafe, deren Verhängung für ein Pressedelikt nur in Ausnahmefällen (wie Aufruf zur Gewalt) mit der Meinungsfreiheit zu vereinbaren wäre. In ihrer Resolution 1577 (2007) habe die parlamentarische Versammlung des Europarates die Staaten, welche in ihrem Gesetzesrecht noch stets Freiheitsstrafen für Ehrverletzungsdelikte vorsehen, zu ihrer raschen Abschaffung aufgefordert.

09-18

Kein Ausschluss bestimmter (gefährlicher) Personen von der Meinungsfreiheit

Medienfreiheit; Verhältnismässigkeit; Bekämpfung des Terrorismus; Zitat einer publizierten Aussage

Art. 10 EMRK

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 20.1.2009 (N° 24748/03 «Imza c. Türkei»)

Missachtung der Meinungsfreiheit eines Chefredaktors, der wegen der Veröffentlichung von bereits in einer anderen Zeitschrift publizierten Äusserungen der PKK-Führer Osman Öcalan und Duran Kalkan bestraft worden war. Nach Ansicht des EGMR geht es auch vor dem Hintergrund der Bekämpfung des Terrorismus nicht an, ein Äusserungsverbot ausschliesslich auf die Position einer Person in einer terroristischen Gruppierung zu stützen: La Cour «n'a nullement considéré ce facteur comme étant le seul élément déterminant dans son analyse, considération qui serait inconcevable au regard de la Convention puisqu'elle impliquerait l'exclusion de certains individus de la garantie offerte par l'article 10».

09-19

Auch Parlamentarier haben keinen Freipass für extrem gravierende Vorwürfe

Meinungsfreiheit; Schutz des Ansehens; Interview; Parlamentarieräusserung; gravierende Behauptungen

Art. 10 EMRK

Zulässigkeitsentscheid des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 21.10.2008 (N° 37115/06 «Vittorio Sgarbi c. Italien»)

Offensichtlich unbegründete Beschwerde eines wegen Ehrverletzung gebüsst italienischen Parlamentarier, der in einem Zeitungsinterview einen Untersuchungsrichter scharf kritisiert und ihm politisch motivierten, zum Suizid eines Tatverdächtigen führenden Missbrauch des Amtes vorgeworfen hatte. Für seine extrem gravierenden Behauptungen konnte der Parlamentarier keinerlei Belege anführen.

09-20

Auch im Wahlkampf kein Freipass für Beleidigung der politischen Gegnerin

Meinungsfreiheit; Schutz des Ansehens; Wahlkampf; Fernsehen; Sendezeit für Gegendarstellung

Art. 10 EMRK

Zulässigkeitsentscheid des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 16.12.2008 (N° 23510/02 «Vitrenko u.a. c. Ukraine»)

Offensichtlich unbegründete Beschwerde einer ukrainischen Politikerin, die 2002 am Fernsehen die nicht zur Debatte erschienene Julija Timoschenko als Diebin abqualifiziert hatte und deswegen durch die Wahlkommission öffentlich verwarnt sowie durch die Justiz zur Bezahlung von 50 Sekunden Sendezeit für Timoschenko verurteilt wurde. Diese Massnahmen waren verhältnismässig, zumal die Politikerin den unwahren Vorwurf des Diebstahls nicht im Rahmen eines hitzigen Wortgefechts geäussert hatte.

09-21

Konfiskation eines aggressiv nationalistischen Kalenders

Meinungsfreiheit; Verhältnismässigkeit; Schutz der öffentlichen Ordnung; aggressiver Nationalismus; Hass, Konfiskation; verwaltungsrechtliche Massnahmen

Art. 10 EMRK

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 4.11.2008 (N° 72596/01 «Balsyte-Lideikiene c. Litauen»)

Keine Missachtung der Meinungsfreiheit durch Konfiskation eines Kalenders und verwaltungsrechtliche Verwarnung für dessen Herausgeberin. Der Kalender war von einem aggressiven Nationalismus und Ethnozentrismus geprägt. Verschiedene Passagen schürten Hass gegen Polen und Juden und gaben den litauischen Behörden Anlass zu ernsthafter Besorgnis. Die Massnahmen der Behörden – die auf eine Busse verzichteten – sprengten den Rahmen der Verhältnismässigkeit nicht.

09-22

Zulässige Warnungen der deutschen Behörden vor Jugendsekten

Religionsfreiheit; staatliche Warnungen; Sekteninformation; gesetzliche Grundlage; Verhältnismässigkeit

Art. 9 EMRK

Urteil des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofs vom 6.11.2008 (N° 58911/00 «Leela Förderkreis e.V. u.a. c. Deutschland»)

Zulässige Beschränkung der Religionsfreiheit (Art. 9 EMRK) durch Warnungen der deutschen Behörden vor den Gefahren der Bhagwan-Bewegung mit Bezeichnungen wie «Jugendsekte» und «Psychosekte». Die staatliche Informationstätigkeit tangierte zwar die Religionsfreiheit, da die Wortwahl negative Konsequenzen für die Bhagwan-Bewegung haben konnte. Als gesetzliche Grundlage für ihre Information genügte die in der deutschen Bundesverfassung festgelegte Aufgabe der Regierung zur Staatsleitung. Eine zusätzliche Konkretisierung der staatlichen Informationsaufgabe auf Gesetzesstufe war laut EGMR nicht notwendig. Mit 5 gegen 2 Stimmen bejahte der Gerichtshof auch die Notwendigkeit des Eingriffs. Eine solche Informationstätigkeit entspreche der konventionsrechtlichen Pflicht der Staaten, die Rechte und Freiheiten der Bevölkerung aktiv zu schützen. Ihr wurde dadurch ermöglicht, sich selber vor möglichen Problemen zu schützen.

09-23

Beschlagnahmung von Flugblättern

Meinungsfreiheit; Informationsfreiheit; Beschlagnahmung; Flugblätter

Art. 16 BV; Art. 10 EMRK

Bundesgerichtsentscheid vom 29. August 2008 (1C 434/2007)

Eine Gruppierung verteilt Flugblätter über einen Bundesrichter, welche von der Polizei beschlagnahmt und einen Monat später wieder zurückgegeben werden. Das Bundesgericht beurteilt die Beschlagnahmung als gerechtfertigt, da ein öffentliches Interesse und die Verhältnismässigkeit gegeben seien.

Mitglieder der Gruppierung «appel au peuple» wollten in Scuol Flugblätter über einen Bundesrichter verteilen, der dort in den Ferien weilte. Die Polizei beschlagnahmte diese Flugblätter und erstattete sie etwa einen Monat später wieder zurück. Zwei Wochen nach der Beschlagnahmung konnte die Gruppe Flugblätter ohne Hinderung der Polizei verteilen. In dieser Beschlagnahmung sieht der Beschwerdeführer eine Verletzung der Meinungs- und Informationsfreiheit gemäss Art. 16 BV und Art. 10 EMRK.

Das Bundesgericht zweifelt in seinen Erwägungen nicht daran, dass die Garantie der freien Meinungsäusserung nach Art. 16 BV und Art. 10 EMRK auch die Kritik an Justiz und Justizbeamten ermöglichen soll. An der Aufdeckung von Missständen in der Justiz bestehe ein erhebliches öffentliches Interesse. Jedoch dürfen die Polizeigüter im Allgemeinen sowie der gute Ruf von Privatpersonen und das Ansehen der Justiz vor Verunglimpfungen geschützt werden. Die BV- und EMRK-Garantien berechtigten nicht dazu, unbewiesene Verdächtigungen oder masslose unqualifizierte Vorwürfe gegen Justizorgane zu verbreiten. Das BGer ist der Meinung, dass die Polizei im vorliegenden Fall davon ausgehen durfte, dass das Flugblatt den Tatbestand der Ehrverletzung erfüllen könnte und auch eine mögliche Nötigung nicht auszuschliessen sei. Es sieht bei dieser Sachlage ein erhebliches öffentliches Interesse an der Beschlagnahmung als gegeben an.

Ebenso sieht das Bundesgericht die Verhältnismässigkeit als gegeben an, da es sich dabei nicht um einen erheblichen Eingriff in die Meinungsäusserungsfreiheit handelt und die Flugblätter zwei Wochen später ohne Hinderung durch die Polizei verteilt werden konnten. Ebenso hätte «appel au peuple» verschiedene Gelegenheiten gehabt, ihre Kritik am betroffenen Bundesrichter und an der allgemeinen Rechtsprechung des Bundesgerichts zu äussern.

Die provisorische Beschlagnahmung der betreffenden Flugblätter kann gemäss Bundesgericht als geringer Eingriff in die Meinungsfreiheit angesehen werden, der durch öffentliches Interesse und Verhältnismässigkeit gerechtfertigt wird.

09-24

Récusation d'un Tribunal en corps; garantie d'un tribunal indépendant et impartial

Liberté des médias; Présomption d'innocence

Art. 6 par. 1^{er} CEDH, art. 10 CEDH; art. 30 al. 1 Cst; art. 29 al. 5 CPP/VD

Arrêt du Tribunal fédéral du 15 avril 2008 (1B_65/2008)

Le 8 février 2008, A., accusé d'un triple assassinat, a requis la récusation du Tribunal d'arrondissement de l'Est vaudois dans son ensemble, et la désignation d'un tribunal criminel d'un autre arrondissement. Il estimait que l'enquête avait été menée exclusivement à charge, dans un contexte «médias-tique et populaire extrêmement passionnel» qui pouvait avoir un impact très important sur le Tribunal. La famille de l'accusé était notoirement connue à Vevey. Les jurés, domiciliés dans la ville où les meurtres s'étaient déroulés, auraient donc forcément un *a priori* sur la culpabilité de l'accusé.

A la suite de la Cour administrative du Tribunal cantonal vaudois, le Tribunal fédéral (TF) a rejeté le recours interjeté par A., considérant qu'aucun indice sérieux ne permettait de mettre en doute l'indépendance et l'impartialité de la juridiction saisie, ni de penser que l'opinion de la population locale serait d'ores et déjà formée en sa défaveur, voire qu'il existe une

«prévention locale» propre à empêcher le Tribunal de juger de manière indépendante et impartiale.

La garantie d'un tribunal indépendant et impartial instituée par les art. 30 al. 1 Cst. et 6 par. 1^{er} CEDH permet d'exiger la récusation d'un juge dont la situation ou le comportement est de nature à susciter un doute quant à son impartialité; cependant, seules des circonstances objectivement constatées doivent être prises en compte, les impressions purement individuelles des parties au procès n'étant pas décisives (ATF 133 I 1 consid. 6.2 p. 6; 131 I 24 consid. 1.1 p. 25 et les arrêts cités).

En vertu de la liberté d'expression (art. 10 CEDH et 16 Cst.), les médias doivent pouvoir diffuser, et le public recevoir des informations sur les activités des autorités judiciaires et des services de police, sauf en cas de risque d'atteinte à la présomption d'innocence (art. 6 par. 2 CEDH et 32 al. 1 Cst.; Recommandation Rec (2003)13 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres sur la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales).

Le TF a considéré que la large couverture par la presse n'avait rien à voir avec une campagne violente et unilatérale pouvant porter atteinte à l'impartialité des juges appelés à trancher.

09-25

Kein Anspruch auf ungehinderte E-Mail-Zustellung

Provider; E-Mail; Massenkommunikation; Massenwerbung; unlauterer Wettbewerb; Rechtsverweigerung

Art. 8, 10, 13 EMRK; Art. 3 Bst. o UWG; Art. 45a Abs. 1 FMG; Art. 83 Abs. 1 und 2 FDV

Urteil des Bundesverwaltungsgerichts vom 16. Februar 2009 (I A-6437/2008)

Das «Überparteiliche Komitee gegen Biometrische Schweizer Pässe und Identitätskarten» kämpft gegen den Bundesbeschluss über die «Genehmigung und die Umsetzung des Notenaustauschs zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft betreffend die Übernahme der Verordnung über biometrische Pässe und Reisedokumente (Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands)». Im Rahmen eines E-Mail-Versandes von Vertretern des Referendumskomitees am 15. August 2008 sind E-Mails teilweise nicht bis zu den Empfängern gelangt, sondern von den Anbieterinnen von Fernmeldeleistungen resp. E-Mail-Konten als Spam ausgefiltert worden. A. und B. reichten daraufhin am 17. August 2008 eine Beschwerde gegen das Bundesamt für Kommunikation (BAKOM) bei der Eidgenössischen Kommunikationskommission (ComCom) ein und verlangten die Feststellung, dass Art. 10 EMRK (Recht auf freie Kommunikation) verletzt worden sei, da E-Mails, die keine Viren enthalten, von den Providern ausgeliefert werden müssten. Der Staat habe dabei dafür zu sorgen, dass die Internetbetreiber die freie Kommunikation nach Art. 10 EMRK einhalten würden. Die Beschwerdeführer unterstellten zudem, dass die

E-Mails aufgrund ihres politischen Inhalts bewusst nicht zugestellt bzw. als Spam behandelt worden seien. Die ComCom überwies die Beschwerde am 20. August 2008 zuständigkeitshalber an das BAKOM.

Am 3. September teilte das BAKOM den Beschwerdeführern in einem ausdrücklich nicht als Verfügung qualifizierten Schreiben mit, dass ein Recht zur Beschwerde über Provider beim BAKOM verbunden mit einem Anspruch auf Durchsetzung privater Rechte im schweizerischen Recht nicht vorgesehen sei und die Anzeige deshalb als Aufsichtsanzeige entgegengenommen werde. Ihre Rechte gegenüber den Providern hätten die Beschwerdeführer auf dem Rechtsweg vor Gericht durchzusetzen.

Am 4. Oktober 2008 gelangten die Beschwerdeführer mit einer als «Beschwerde» bezeichneten Eingabe an das UVEK und wiederholten ihre Ausführungen vom 17. August 2008. Zusätzlich führten sie aus, dass das BAKOM mit seiner Weigerung, einen förmlichen Entscheid zu fällen, ihnen Parteirechte einzuräumen und eine Rechtsmittelbelehrung zu erteilen, Art. 13 EMRK (Recht auf wirksame Beschwerde) verletzt habe. Erneut verlangten die Beschwerdeführer einen beschwerdefähigen, mit einer Rechtsmittelbelehrung versehenen Entscheid. Das UVEK überwies die Beschwerde zuständigkeitshalber an das Bundesverwaltungsgericht.

Wie das Bundesverwaltungsgericht ausführte, sei das BAKOM nach Art. 9 Abs. 2 i.V.m. Art. 5 Abs. 1 Bst. B VwVG verpflichtet gewesen, über die seiner Meinung nach bestehende Unzuständigkeit bzw. die fehlende Parteistellung der Beschwerdeführer eine formelle Verfügung zu erlassen: «Indem sie dies unterlassen hat, hat sie eine unrechtmässige Rechtsverweigerung begangen.» Die Beschwerde wurde daher in diesem Punkt gutgeheissen. Trotz Gutheissung der Rechtsverweigerungsbeschwerde verzichtete das Bundesverwaltungsgericht auf eine Rückweisung an die Vorinstanz und entschied in der Sache neu.

Das Bundesverwaltungsgericht bestätigte in der Folge die Auffassung der Vorinstanz, dass in einem Bundesverfahren keine Rechtsgrundlage für die Anrufung und Durchsetzung privater Rechte gegenüber den Providern bestehe und Private lediglich Missstände bei den Aufsichtsbehörden anzeigen können. Die Beschwerdeführer hätten daher auch keinen Anspruch auf Erlass einer materiellen Verfügung.

In seinen weiteren Ausführungen trat das Bundesverwaltungsgericht auf die behauptete Verletzung von Art. 10 EMRK nicht ein und verneinte anschliessend eine Verletzung von Art. 8 EMRK. Dabei hielt das Gericht fest, dass Art. 10 EMRK nur den Schutz der Massenkommunikation gewährleiste: «Das Versenden und Empfangen von elektronischen Nachrichten wie E-Mails fällt hingegen in den Schutzbereich von Art. 8 EMRK. Der darin enthaltene Schutzzweck der Korrespondenzfreiheit umfasst die nicht-öffentliche Mitteilung von einer Person zu einer anderen, mithin die Individualkommunikation (...). Dazu gehört auch die Kommunikation über E-Mail.» Der Zweck von Art. 8 EMRK bestehe darin, den Einzelnen gegen willkürliche Eingriffe der öffentlichen Gewalt zu schützen. Die Verletzung einer positiven Handlungs- bzw. Schutzpflicht des Staates verneinte das Bundesverwaltungsgericht. So müssen gemäss Art. 45a Abs. 1 FMG i.V.m. Art. 83 Abs. 1 und 2 FDV Anbieterinnen von Fernmeldediensten ihre Kundinnen und

Kunden vor dem Erhalt unlauterer Massenwerbung i.S.v. Art. 3 Bst. o UWG schützen und dürfen dabei auch Werbung unterdrücken. Die E-Mails dürften daher laut dem Gericht unabhängig im Rahmen der gesetzlichen Pflicht zur Spambekämpfung erfolgt sein, Anzeichen eines gezielten Abfangens seien keine ersichtlich. Zudem «vermögen die Partikularinteressen der Beschwerdeführer, dass nicht nur die Mehrheit, sondern alle ihrer E-Mails den Empfänger hätten erreichen sollen, (...) keine staatliche Schutzpflicht gemäss Art. 8 EMRK» auszulösen.

Anmerkungen Mit seinem Urteil hält das Bundesverwaltungsgericht fest, dass bei Problemen mit dem Versand von E-Mails prinzipiell nicht staatliche Instanzen anrufbar sind, sondern dass diesbezügliche Rechte direkt gegenüber den Providern auf dem Zivilrechtsweg durchzusetzen sind. Die Aufgabe des Staates beschränkt sich auf die Aufsicht über die Provider und damit auf die Entgegennahme von sowie allenfalls auch Reaktion auf die Anzeigen von Missständen von Privaten. Diese Aufteilung ist sinnvoll, verlangt jedoch auch danach, dass der Staat seinen Aufsichtspflichten nachkommt.

Des Weiteren ist zu begrüssen, dass das Bundesverwaltungsgericht dem Grundsatz eine Absage erteilt hat, dass prinzipiell jedes E-Mail, das keine Viren enthält resp. «ungefährlich» ist, von den Providern ausgeliefert werden muss. Die Flut von Spammails macht eine effiziente Spambekämpfung notwendig, auch wenn dabei die Gefahr besteht, dass auch erwünschte E-Mails den Filtern zum Opfer fallen. Klar ist, dass die Provider dabei die Pflicht haben, die technologischen Möglichkeiten so weit auszunützen, dass erwünschte E-Mails möglichst wenig «hängen bleiben». Wie das BAKOM zudem in seiner Vernehmlassung vom 17. November 2008 ausführte, unterliegt politische Werbung nicht den Regeln des unlauteren Wettbewerbs (auch die E-Mails von freizeitskampagne.ch wurden nach der Intervention des BAKOM bei den Providern auf die «Whitelist» gesetzt).

Problematisch bleibt der Grundsatz, E-Mail-Sachverhalte prinzipiell unter dem Gesichtspunkt einer möglichen Verletzung von Art. 8 EMRK und nicht Art. 10 EMRK zu prüfen. Zwar ist dem Prinzip, Art. 8 EMRK auf die Individualkommunikation und Art. 10 EMRK auf die Massenkommunikation anzuwenden, zuzustimmen, doch muss dabei berücksichtigt werden, dass heutzutage dem Versand von E-Mails ebenfalls der Charakter einer Massenkommunikation zukommen kann (z.B. durch den Versand von sog. «Newsletter» etc.).

lic. iur. Alexander Schaer, MAES, Zürich

1.3 Radio- und Fernsehrecht

09-26

Sponsoring von Alinghi-Sendungen durch UBS verstösst gegen Sponsoringbestimmungen

Sponsoring; Werbebestimmungen; Verhältnismässigkeitsprinzip; Gebot von Treu und Glauben

Art. 12 Abs. 3, 89 Abs. 1 Bst. a Ziff. 3 RTVG; Art. 5 Abs. 2 und 3 BV Art. 20 Abs. 1 und 2 RTVV;

Urteil des Bundesverwaltungsgerichts vom 18. Februar 2009 (A-3364/2008)

Das Bundesverwaltungsgericht wies eine Beschwerde der SRG mit der Begründung ab, dass im Sponsoringbillboard eine unzulässige werbliche Aussage enthalten sei und die Sponsorenennung keinen genügenden Bezug zwischen den Sendungen und dem Sponsor UBS herstelle.

Das Schweizer Fernsehen übertrug im Jahre 2007 das von Alinghi gewonnene Segelrennen des 32. America's Cups sowie das vorausgegangene Vorausscheidungsrennen. In diesem Zusammenhang strahlte SF die Sendungen «Alinghi aktuell», «Alinghi – Countdown» und «Alinghi – Analyse» aus, welche alle von der UBS gesponsert wurden, die gleichzeitig Hauptsponsor des Teams Alinghi war. Vor und nach den Sendungen wurde ein Sponsorbillboard ausgestrahlt, welches Bilder von Schiff und Team von Alinghi auf See zeigte und vom gesprochenen Text «Alinghi in Valencia – mit UBS» begleitet wurde. Das BAKOM stellte mit Verfügung vom 25. April 2008 fest, die SRG habe mit der Ausstrahlung dieses Sponsoringbillboards gegen die Sponsoringbestimmungen verstossen, «(...) indem die Sponsorenennung eine unzulässige werbende Aussage zum Sponsor UBS enthalten habe und das Sponsoringverhältnis ungenügend deklariert worden sei». Es forderte die SRG auf, über die unternommenen Massnahmen zu unterrichten, damit die Rechtsverletzung sich nicht wiederhole und einen Betrag von Fr. 211 110.– plus die Verfahrenskosten zu bezahlen, worauf diese Beschwerde ans Bundesverwaltungsgericht erhob.

In einem ersten Schritt hatte das Bundesverwaltungsgericht zu beurteilen, ob die Sponsorenennung zu den oben genannten Sendungen rechtmässig war oder ob gegen die Sponsoringbestimmungen von Art. 20 Abs. 1 RTVV sowie Art. 12 Abs. 3 RTVG i.V.m. Art. 20 Abs. 2 RTVV verstossen wurde. Es bestätigte in seinem Entscheid die Vorinstanz, indem es ausführte, dass die beanstandeten Sendungen eine nach Art. 12 Abs. 3 RTVG und Art. 20 Abs. 2 RTVV unzulässige werbliche Aussage enthalten hätten mit und begründete dies damit, «(...) dass das beanstandete Billboard in seiner Form und Ausgestaltung und durch eine Kombination von Bild- und Textpassagen in erster Linie dazu gedient habe, auf das externe Sponsoringengagement der UBS beim Segelteam Alinghi und dessen Präsenz in Valencia aufmerksam zu machen». Der Hinweis eines Rundfunkveranstalters werde jedoch praxisgemäss nicht als Element betrachtet, das der Identifizierung des Sponsors

selbst diene, sondern vielmehr als unzulässige werbliche Aussage qualifiziert. Ebenso werde damit gesagt, «(...) dass die Sponsorenennung «Alinghi in Valencia – mit UBS» keinen genügenden Bezug zwischen der Sendung «Alinghi aktuell», «Alinghi Countdown» und «Alinghi Analyse» und der UBS als Sponsor dieser herstellte, wie es durch Art. 20 Abs. 1 RTVV vorgeschrieben wird». In einem zweiten Schritt prüfte das Bundesverwaltungsgericht die Rechtmässigkeit der Ablieferung des Betrages von Fr. 211 110.– nach Art. 89 Abs. 1 Bst. a Ziff. 3 RTVG auf eine Verletzung des Verhältnismässigkeitsprinzips (Art. 5 Abs. 2 BV) und des Gebots von Treu und Glauben hin (Art. 5 Abs. 3 BV). Eine Verletzung des Gebots von Treu und Glauben wurde verneint, da der Gesetzgeber der Aufsichtsbehörde bewusst die Möglichkeit eingeräumt habe, nach festgestellter Rechtsverletzung die unrechtmässige Bereicherung rückgängig zu machen, ohne vorgängig Gelegenheit zur Korrektur einzuräumen. Weiter habe das BAKOM schon früher gegen die SRG Einziehungen angeordnet und nie Andeutungen gemacht, von dieser Massnahme abzusehen, womit es an einem Verhalten fehle, das bei der SRG berechtigterweise andere Erwartungen hätte wecken können oder in sich widersprüchlich wäre. Bei der Prüfung der Verhältnismässigkeit der Massnahme bejahte das Bundesverwaltungsgericht die Geeignetheit, da die Massnahme zweifellos geeignet sei, den rechtmässigen Zustand wiederherzustellen und die SRG anzuhalten, künftig die Werbe- und Sponsoringbestimmungen einzuhalten. Ebenso sah es die Erforderlichkeit als gegeben an, da die SRG das Sponsoringbillboard ausgestrahlt habe, obwohl bereits bei der letzten Übertragung des «America's Cup» auf TSR ein vergleichbarer werbender Auftritt der UBS beanstandet worden war und sie in der Vergangenheit wiederholt gegen die rundfunkrechtlichen Werbe- und Sponsoringbestimmungen verstossen habe. Auch die Zumutbarkeit wurde bejaht mit der Begründung, dass die SRG einerseits eine Vorprüfung durch das BAKOM hätte vornehmen lassen können, da sie sich aufgrund früherer Entscheide hätte bewusst sein müssen, dass das Sponsoringbillboard rechtlich nicht unbedenklich sei, und sich andererseits in jüngerer Vergangenheit einiger Verstösse gegen die Werbe- und Sponsoringbestimmungen schuldig gemacht habe.

09-27

Hinweise auf Begleitmaterialien gelten als Werbung, wenn sie gegen eine Gegenleistung erfolgen

Werbetrennungsgebot; Einziehung von Einnahmen; Nettoprinzip

Art. 11 Abs. 1, 12 aRTVV; Art. 67 Abs. 1 Bst. a und b aRTVG

Urteil des Bundesverwaltungsgerichts vom 3. Februar 2009 (A-8318/2007)

Sobald auch die Ausstrahlung von Hinweisen auf Begleitmaterialien, welche gemäss Art. 11 Abs. 1^{bis} aRTVV grundsätzlich nicht als Werbung angesehen werden, gegen eine Gegen-

leistung erfolgt, handelt es sich um Werbung im Sinne von Art. 11 Abs. 1 aRTVV. So entschied das Bundesverwaltungsgericht und weist eine entsprechende Beschwerde ab, die dies in Abrede stellt. Jedoch wurde eine falsche Berechnungsgrundlage für die Einziehung von unrechtmässigen Einnahmen verwendet, weswegen diese Frage zur Neubeurteilung an die Vorinstanz zurückgewiesen wurde.

Star TV strahlte Ende Oktober 2006 das erotische Nachtprogramm «Lovers TV» aus, das von den Firmen Lawa AG und Televox AG produziert wurde und wofür Star TV mit Fr. 100 000.– pro Monat für die Überlassung der Sendezeit entschädigt wurde. Das BAKOM kam im November 2006 in einem Untersuchungsverfahren zum Schluss, dass während des redaktionellen Programms der Sendung «Lovers TV» vom 13. September 2006 Lauftextwerbung ausgestrahlt wurde, die das Werbetrennungsgebot nach Art. 12 aRTVV verletzte, und ordnete die Einziehung von Fr. 100 000.– an. Gegen diese Verfügung erhob Star TV Beschwerde ans Bundesverwaltungsgericht.

Das Bundesverwaltungsgericht stellte fest, dass sich dieser Sachverhalt noch unter der Geltung des alten Rechts zugezogen hatte und somit das aRTVG und die aRTVV zur Anwendung kommen. Zuerst war die Frage zu beurteilen, ob die Lauftexte, welche auf die Bestellmöglichkeit eines Schnupperabos für Cherry-News hinweisen, Telefonerotik und Erotikbilder anbieten, die Aufgabe eines Kontaktinrates anpreisen und Sex-Videoclips fürs Handy offerieren, als Werbung im Sinne von Art. 11 Abs. 1 aRTVV zu qualifizieren sind. Dabei kam es zum Schluss, dass für eine Qualifizierung als Werbung nicht vorausgesetzt wird, dass aus dem Abschluss eines Rechtsgeschäfts Gewinn resultiert, sondern «(...) sobald auch die Ausstrahlung von Hinweisen auf Begleitmaterialien, welche gemäss Art. 11 Abs. 1^{bis} aRTVV grundsätzlich nicht als Werbung angesehen werden, gegen eine Gegenleistung erfolgt, handelt es sich um Werbung im Sinne von Art. 11 Abs. 1 aRTVV». Die Fr. 100 000.– Pauschalentschädigung sowie die Produktion der Sendung qualifizierte das Bundesverwaltungsgericht als Gegenleistung und somit auch die betreffenden Lauftexte als Werbung im Sinne von Art. 11 Abs. 1 aRTVV. Als weiterer strittiger Punkt war die Frage zu klären, ob die Höhe der von der Vorinstanz verfügten Einziehung von Einnahmen nach Art. 67 Abs. 1 Bst. a aRTVG rechtmässig sei. Dabei sieht das Bundesverwaltungsgericht die Einnahmen aus der Sendung vom 13. September 2006, welche über vier Wochen ausgestrahlt und mit 100'000.– entgolten wurde, als Ausgangslage für die Berechnung des einzuziehenden Betrages. Es gelte jedoch zu beachten, dass nur ein Teil dieser Fr. 100 000.– als Bezahlung für die Lauftexte dienten und auch nur die beanstandete Sendung vom 13. September 2006 zur Berechnung verwendet werden sollte. Die Vorinstanz habe hingegen die gesamte Vertragsdauer von 46 Monaten als Berechnungsgrundlage herangezogen und entsprechend nicht die Einziehung des adäquaten Betrages verfügt. Aus diesem Grund wies das Bundesverwaltungsgericht die Sache an die Vorinstanz zurück, da diese «(...) als Fachbehörde besser geeignet ist als das Bundesverwaltungsgericht, in Anwendung des Verhältnismässigkeitsprinzips und unter Berücksichtigung ihres diesbezüglichen Ermessens eine Neuberechnung des Einziehungsbetrages vorzunehmen». Zum Schluss wies es noch darauf hin, dass bei der Berechnung des Einziehungsbetrages nach Art. 67 Abs. 1 Bst. b aRTVG das Net-

toprinzip zu beachten sei, welches besagt, «(...) dass die Vorinstanz einzig den erzielten Gewinn abschöpfen darf, mithin von den Einnahmen der Beschwerdeführerin diejenigen Aufwendungen in Abzug gebracht werden müssen, welche ihr zur Finanzierung ihres rechtswidrigen Verhaltens entstanden sind».

09-28

Einziehung von unrechtmässig erlangten Sponsoringgeldern war verhältnismässig

Werbebestimmungen; Sponsoringbestimmungen; Einziehung von Einnahmen; Bruttoprinzip; Nettoprinzip; Verhältnismässigkeit; Treu- und Glauben; Eigentumsgarantie

Art. 5 Abs. 2, 9, 26 BV; Art. 67 Abs. 1 Bst. b, 89 Abs. 1 Bst. a Ziff. 3 aRTVG

Urteil des Bundesverwaltungsgerichts vom 3. Februar 2009 (A-1625/2008)

Das Bundesverwaltungsgericht hatte eine Beschwerde der SRG zu beurteilen, welche sich gegen die Einziehung von unrechtmässig erlangten Sponsoringgeldern zur Wehr setzte. Dabei entschied es, dass die Einziehung weder gegen Treu und Glauben noch gegen die Eigentumsgarantie verstossen hat und verhältnismässig war und hielt fest, dass die Einziehung nach dem Nettoprinzip zu erfolgen habe.

Die SRG strahlte ab Januar 2006 die Reisesendung «einfachluxuriös» aus, welche der Touring Club Schweiz (TCS) sponserte und mit Fr. 192 000.– pro Jahr und Reisegutscheinen von mindestens Fr. 3000.– pro Sendung entschädigte. Das BAKOM eröffnete daraufhin ein Aufsichtsverfahren gegen die SRG wegen möglicher Verletzung der Werbe- und Sponsoringbestimmungen. Dieses Verfahren wurde auf die Sendung «Meteo» ausgedehnt, wo ebenfalls der TCS als Sponsor auftrat und für die Sendung «Meteo» nach «10vor10» pro Dritteljahr Fr. 166 000.– und für die Sendung «Meteo am Mittag» pro Jahr Fr. 442 000.– Entschädigung bezahlte. Die SRG teilte dem BAKOM am 2. Mai 2007 mit, dass die Sendung «einfachluxuriös» eingestellt worden sei und das beanstandete Sponsoringbillboard zur Sendung «Meteo» nicht mehr ausgestrahlt werde. In der Verfügung vom 8. Februar 2008 kam das BAKOM zum Schluss, die SRG habe gegen Werbe- und Sponsoringbestimmungen verstossen. Es ordnete im Sinne einer administrativen Massnahme die Einziehung von Einnahmen im Umfang von Fr. 341 000.– an und auferlegte der SRG die Verfahrenskosten. Die Einziehung der Einnahmen im Umfang von Fr. 341 000.– und die Auferlegung der Verfahrenskosten wurden von der SRG beim Bundesverwaltungsgericht angefochten.

Zuerst klärte das Bundesverwaltungsgericht die Frage des anwendbaren Rechts und kam zum Schluss, dass sich der fragliche Sachverhalt sowohl unter Geltung des alten als auch des neuen RTVG bzw. der RTVV zugetragen hatte und somit je nach Zeitpunkt des jeweiligen Verstosses das alte oder das neue Recht anwendbar sei. Von der SRG wurde aufgrund der Einziehung von Fr. 341 000.– eine Verletzung der Eigentumsgarantie nach

Art. 26 BV gerügt, was jedoch das Bundesverwaltungsgericht ablehnte, da es sich lediglich um einen Eingriff in das Vermögen der SRG handle, welches vom sachlichen Geltungsbereich der Eigentumsgarantie nicht erfasst werde. Auch ein Verstoss gegen das Gebot von Treu und Glauben (Art. 9 BV) wurde vom Bundesverwaltungsgericht abgelehnt, da das BAKOM schon früher Einziehungen angeordnet habe und nie Andeutungen gemacht habe, von dieser Massnahme in Zukunft abzusehen. Somit fehle es an einem Verhalten, welches bei der SRG berechtigterweise andere Erwartungen hätte wecken können oder in sich widersprüchlich wäre. Weiter wurde von der SRG beanstandet, der Grundsatz der Verhältnismässigkeit (Art. 5 Abs. 2 BV) sei durch die Anordnung der Einziehung nach Art. 67 Abs. 1 Bst. b aRTVG verletzt worden. Die Ablieferung unrechtmässig erzielter Einnahmen ist nach Meinung des Bundesverwaltungsgerichts zweifellos geeignet, den rechtmässigen Zustand wiederherzustellen und von zukünftigen Verletzungen der Werbe- und Sponsoringbestimmungen abzuhalten. Ob die Erforderlichkeit gegeben sei, prüfte das Bundesverwaltungsgericht in einem weiteren Schritt und führte dazu aus, dass eine Einziehung sich dann als erforderlich erweise, wenn die begangene Rechtsverletzung so schwerwiegend sei, dass eine mildere Massnahme nicht mehr als ausreichend angesehen werden könne, um den rechtmässigen Zustand wiederherzustellen und zukünftige Rechtsverletzungen zu vermeiden. Es kam zum Schluss, dass es sich bei der Verletzung der Werbe- und Sponsoringbestimmungen um eine schwere Rechtsverletzung handle und somit die Erforderlichkeit der Einziehung erfüllt sei, da die SRG in Missachtung der widerspruchsfreien, als bekannt vorausgesetzten Praxis der Aufsichtsbehörde die beanstandeten Sponsoringbillboards dennoch ausgestrahlt habe und somit ein nicht entschuldbares Fehlverhalten vorliege. Auch habe sie seit 2003 wiederholt verschiedene Verstösse gegen die rundfunkrechtlichen Werbe- und Sponsoringbestimmungen begangen und somit mit ihrem bisherigen Verhalten zum Ausdruck gebracht, dass sie nicht gewillt oder in der Lage sei, die gesetzlichen Vorgaben einzuhalten. Ebenfalls zu prüfen war die Zumutbarkeit, also die Abwägung zwischen privaten und öffentlichen Interessen. Auch hier betont das Bundesverwaltungsgericht, dass die SRG wiederholt und in schwerer Weise gegen Werbe- und Sponsoringbestimmungen verstossen habe und somit das öffentliche Interesse an der Wiederherstellung des rechtmässigen Zustandes höher zu gewichten sei als das private Interesse an der Verwendung der Sponsoringgelder. Auch könne es nicht sein, dass den Restitutionsinteressen des Staates jeweils das öffentliche Interesse am sparsamen Umgang mit Gebührengeldern entgegengehalten werde, da damit einerseits einer Besserstellung der SRG gegenüber den privat finanzierten Programmveranstaltern gegeben wäre, was gegen die rechtsgleiche Behandlung sämtlicher Programmveranstalter verstossen würde, und andererseits würde die SRG «(...) damit generell vom Anwendungsbereich von Art. 67 Abs. 1 Bst. b aRTVG bzw. Art. 89 Abs. 1 Bst. a Ziff. 3 RTVG ausgenommen, was mit Sinn und Zweck besagter Gesetzesbestimmungen offensichtlich nicht zu vereinbaren wäre». Das Bundesverwaltungsgericht bezeichnete die Verhältnismässigkeit abschliessend als gegeben, da die Massnahme sowohl geeignet, erforderlich als auch zumutbar sei. Weiter hatte das Bundesverwaltungsgericht die Frage zu klären, ob eine Einziehung des

gesamten Erlöses aus dem unzulässigen Sponsoring (Bruttoprinzip) oder bloss des damit erzielten Gewinns (Nettoprinzip) zu erfolgen habe. Nach einer historischen und teleologischen Auslegung kam es zum Schluss, «(...) dass die Vorinstanz gestützt auf Art. 67 Abs. 1 Bst. b aRTVG resp. Art. 89 Abs. 1 Bst. a Ziff. 3 RTVG und in Anwendung des Nettoprinzips einzig den erzielten Gewinn abschöpfen darf». Jedoch habe dies nicht zu bedeuten, dass sämtliche Kosten für die Produktion einer Sendung zu berücksichtigen seien, sondern bloss jene Aufwendungen, «(...) welche unmittelbar mit der beanstandeten Rechtsverletzung zusammenhängen, d.h. die Kosten der Produktion und Akquisition der unzulässigen Sponsoringbillboards».

09-29

U1 TV: kein Anspruch auf Aufschaltung im analogen Kabelnetz

Aufschaltungsverpflichtung; verfassungsrechtlicher Programmauftrag; Zumutbarkeit der Verbreitung

Art. 60 Abs. 1 RTVG, Art. 93 BV, Art. 38 RTVG, Art. 43 RTVG, Art. 44 Abs. 1 Bst. b RTVG, Art. 59 Abs. 3 RTVG, Art. 60 Abs. 2 RTVG, Art. 53 Bst. c RTVV

Urteil des Bundesverwaltungsgerichts vom 20. November 2008

In seinem Urteil befasste sich das Bundesverwaltungsgericht mit der Handhabung der Pflicht zur Aufschaltung im analogen Kabelnetz. Die Netzbetreiberin Cablecom hatte das weitgehend aus Quiz-, Talk- und Erotiksendungen bestehende Programm von U1 TV Station AG aus dem Analognetz gekippt, weshalb U1 TV beim BAKOM die zwangsweise Aufschaltung ihres Programms gestützt auf Art. 59 und 60 RTVG beantragte. Wie schon das BAKOM lehnte auch das Bundesverwaltungsgericht eine Aufschaltspflicht ab. Das Gericht stellte fest, dass U1 TV über keine Konzession mit Leistungsauftrag verfügt, und wandte Art. 59 Abs. 1 lit. b RTVG nicht auf das Programm des Veranstalters an. Weiter war das Bundesverwaltungsgericht der Auffassung, dass das Programm von U1 TV als Ganzes keinen besonderen Beitrag zur Erfüllung des verfassungsrechtlichen Programmauftrags leistet. Daher konnte auch Art. 60 Abs. 1 RTVG keine Aufschaltspflicht zugunsten von U1 TV begründen. Daneben wies das Gericht auch den Beschwerdepunkt von U1 TV ab, wonach die Cablecom die U1 TV diskriminiert habe. Das Gericht fand, dass sich der Entscheid auf sachliche Kriterien stützt, da U1 TV die tiefsten Einschaltquoten aufweist und die Cablecom den Platz im analogen Kabelnetz für die Verbreitung hochauflösenden Fernsehens (HDTV) benötigt.

Anmerkungen Zu Recht stützte das Bundesverwaltungsgericht den Entscheid des BAKOM, wonach Cablecom der U1 TV Station AG die Verbreitung ihres Programms im analogen Kabelnetz verweigern durfte. Das private, wirtschaftliche wie auch das öffentliche Interesse an der Digitalisie-

rung des Fernsehens war höher zu gewichten als das weitgehend private, wirtschaftliche Interesse der U1 TV am Zugang zum Analognetz. Daran konnte auch nichts ändern, dass U1 TV für die Zukunft plante, weniger Gewicht auf Quiz- und Erotiksendungen und mehr auf die Sportberichterstattung zu legen. Sportsendungen, insbesondere Berichte über Randsportarten und lokale Sportveranstaltungen, sind zwar grundsätzlich geeignet, in besonderem Mass zur Erfüllung des verfassungsrechtlichen Programmauftrags beizutragen (vgl. die Aufschaltverfügung des BAKOM zugunsten des Schweizer Sportfernsehens vom 24. Februar 2009), U1 TV hatte solche Berichte aber nur für die Zukunft geplant, und entsprechende Lizenzen konnte nicht sie, sondern nur das Schweizer Sportfernsehen (SSF) erwerben.

Im Gegensatz zum Programm von U1 TV beurteilte das BAKOM das Programm des SSF denn auch als aufschaltwürdig. Sollte sich das Bundesverwaltungsgericht auch zu diesem Entscheid noch äussern können, täte es gut daran, das Kriterium der Zumutbarkeit (Art. 60 Abs. 1 lit. b RTVG) mindestens ebenso hoch zu gewichten wie jenes des besonderen Beitrags zum Programmauftrag (Art. 60 Abs. 2 lit. a RTVG). Dies ist gerade dort von besonderer Bedeutung, wo eine Aufschaltverfügung der raschen Digitalisierung des Fernsehens in der Schweiz entgegensteht. Dank der vergrösserten Programmvielfalt kann die Digitalisierung möglicherweise bald einen grösseren Beitrag zur Verwirklichung des verfassungsrechtlichen Programmauftrags leisten als die zwangsweise Aufschaltung einzelner Sender im Analognetz.

Thomas Steiner, MLaw, Luzern

09-30

Redevances de réception: Principes de l'administration de masse

Redevances de réception des programmes de radio et de télévision, principes de l'administration de masse

Art. 41 aORTV

Arrêt du Tribunal administratif fédéral du 11 février 2009 (A-8486/2007)

Le Tribunal administratif fédéral a rejeté, avec suite de dépens, le recours de A. contre l'arrêt de l'OFCOM confirmant la décision de Billag SA du 18 avril 2007 le condamnant au paiement des redevances de réception du 1^{er} février 2002 au 31 mars 2007.

Le 10 août 2005, une inscription pour la réception de programmes de radio et de télévision a été enregistrée au nom de A. sur le site internet de Billag SA, annonçant la réception de programmes de radio et de télévision depuis le 12 janvier 2002.

Le 19 janvier 2007, A. a fait opposition à une réquisition de poursuite de Billag SA pour les redevances impayées, niant être l'auteur de l'inscription en ligne et déclarant ne disposer ni d'une télévision, ni d'internet. Il a ajouté qu'il résidait auparavant chez quelqu'un qui payait déjà la redevance télévision, dont il a refusé de communiquer l'identité.

En l'espèce, rien ne permet de savoir si A. a bel et bien lui-même effectué cette inscription. Il a en revanche attendu plus d'une année avant de se manifester auprès de Billag SA, malgré les multiples factures et rappels qui lui furent adressés.

Or, du moment que la perception des redevances de radio et de télévision fait partie de l'administration de masse, on ne peut reprocher aux instances précédentes d'appliquer strictement le principe de collaboration des assujettis et d'exiger de leur part une communication claire portant sur les éléments permettant de déterminer le moment à partir duquel l'obligation de s'acquitter des redevances prend fin. Dans le cas présent, il est clair qu'en ignorant les factures et rappels qui lui étaient adressés depuis octobre 2005, et en ne réagissant par écrit que le 9 mars 2007 auprès de Billag SA, le recourant n'a pas fait preuve de la diligence que les circonstances exigeaient de lui et a ainsi violé son devoir de collaboration.

Qui plus est, n'ayant donné aucune information permettant d'examiner si la réception des programmes de radio et de télévision de son ménage était déjà couverte par le paiement des redevances, il doit supporter les conséquences de cette absence de preuve. Il peut donc être retenu qu'il est débiteur des redevances de réception dès la date annoncée dans le formulaire en ligne, soit le 12 janvier 2002, et ce jusqu'au moment où il a valablement communiqué son opposition par écrit (comme prévu par l'art. 41 aORTV al. 2 alors en vigueur), soit le 9 mars 2007.

09-31

Unicité de la redevance pour la réception de radio et de télévision par ménage ou entreprise

Redevance unique par ménage ou par entreprise

Art. 55 al. 1 aLRTV, 41, 42, 44, 47 aORTV

Arrêt du Tribunal administratif fédéral du 18 novembre 2008 (A-2168/2007)

En avril 1999, A. a annoncé à Billag SA qu'il détenait un téléviseur dans sa cordonnerie, à usage privé; il a dès lors été assujetti, à compter du 1^{er} juin 1999, au paiement de la redevance pour la réception à titre privé de la télévision dans sa cordonnerie.

En 2006, A. a réclamé à Billag SA le remboursement des redevances versées à tort depuis 1998, dans la mesure où il payait déjà, depuis le 1^{er} janvier 1998, une telle redevance pour les appareils sis à son domicile.

L'OFCOM a rejeté son recours tendant au remboursement des paiements indus, refusé par Billag SA.

Le Tribunal administratif fédéral (TAF) a admis le recours de A., considérant que sa lettre de 2006 ne visait qu'à dénoncer la facturation à double de redevances de réception durant plusieurs années, et ne constituait pas la «communication d'une modification des éléments déterminant l'obligation de déclarer», prévue par l'art. 41 al. 2 aORTV, alors en vigueur.

Billag SA, tenue d'établir les faits d'office, aurait pu et dû se rendre compte, par un simple contrôle dans ses fichiers, qu'A. était déjà assujetti au paiement de la même redevance à titre privé pour la radio à son domicile, de sorte que sa taxation à double à ce titre, dès 1998, était injustifiée. Il n'est en effet perçu qu'une seule redevance de réception par ménage ou par entreprise (FF 2003 1491; cf. arrêt du Tribunal fédéral [TF] 2A.528/2006 du 6 février 2007).

09-32

Remboursement des sommes facturées indûment par Billag SA, délai de prescription de cinq ans

Exonération des redevances pour la réception des programmes de radio et de télévision, non-rétroactivité, prescription

Art. 45 et 47 al. 2 aORTV

Arrêt du Tribunal administratif fédéral du 11 novembre 2008 (A-4344/2007)

A. a droit au remboursement des sommes versées durant la période allant du 1^{er} juin 2001 au 30 juin 2006.

En 2006, A. a déposé une demande d'exonération des redevances pour la réception des programmes de radio et de télévision auprès de Billag SA depuis le 1^{er} avril 2005, date à partir de laquelle des prestations complémentaires lui ont été allouées. Par décision du 10 novembre 2006, Billag SA a exonéré A. des redevances à partir du 1^{er} novembre 2006. Par décision du 21 juin 2007, l'OFCOM a rejeté le recours de A. tendant au remboursement des redevances versées entre le 1^{er} avril 2005 et le 1^{er} novembre 2006. L'art. 45 aORTV alors en vigueur dispose que: «Sur demande écrite, sont exonérées de la redevance les personnes ayant droit aux prestations AVS ou AI (al. 2).»

Dès lors, l'exonération sollicitée ne peut déployer ses effets qu'à compter du moment où elle a été demandée, ce qui exclut toute rétroactivité. Il appartient à chacun, poursuit-il, de savoir à partir de quand il souhaite bénéficier d'un avantage financier; qu'il ait été informé ou non de la possibilité de déposer une demande dans ce sens n'est pas déterminant.

09-33

Mitwirkungs- und Meldepflicht bei Billag-Gebühren

Mitwirkungspflicht; Meldepflicht; Empfangsgebühr

Art. 44 Abs. 2 aRTVG, Art. 41 Abs. 2 aRTVV

Urteil des Bundesverwaltungsgerichts vom 3. Februar 2009 (A-4466/2008)

Wer ein zum Empfang von Radio- und Fernsehprogrammen geeignetes Gerät betreibt, muss bis zu seiner ersten schriftlichen Abmeldung die Radio- und Fernsehempfangsgebühren bezahlen. Zu diesem Schluss kommt das Bundesverwaltungsgericht und weist die Beschwerde einer Person ab, die ohne schriftliche Abmeldung an eine andere Adresse gezogen ist und dort über keinen Radio oder Fernseher verfügt.

Die Billag SA leitete am 7. November 2007 eine Betreibung gegen A ein, weil dieser die privaten Radio- und Fernsehempfangsgebühren für die Zeit vom 1. Juli 2005 bis zum 31. März 2006 nicht bezahlt habe, worauf A. mit einem Schreiben antwortete, dass er seit dem 1. Mai 2006 an einer anderen Strasse wohne und weder ein Radio- noch ein Fernsehgerät besitze. A verlangte in einem Schreiben vom 19. Februar 2008 einen Rückzug der Betreibung, welches von der Billag SA als Beschwerde ans BAKOM weitergeleitet wurde, worauf A. bestätigte, dass es sich um eine Beschwerde handle. Die Erhebung der Gebühren wurde per Ende Januar 2008 von der Billag SA eingestellt, da A. sich rechtsgenüchlich abgemeldet habe. Am 30. Mai 2008 wies das BAKOM die Beschwerde von A. ab, worauf dieser Beschwerde ans Bundesverwaltungsgericht erhob.

Das Bundesverwaltungsgericht stellte fest, dass nur die Gebührenpflicht von A. im Zeitraum vom 1. Juli 2005 bis zum 31. März 2006 strittig und somit noch altes Recht anzuwenden sei. Art. 41 Abs. 2 aRTVV legte hinsichtlich der Empfangsgebühr eine Mitwirkungs- und Meldepflicht fest, welche besagte, dass Änderungen des meldepflichtigen Sachverhaltes in schriftlicher Form ergehen müssen. Diese Mitteilungspflicht werde relativ streng gehandhabt, es werde eine deutliche Mitteilung verlangt, wenn die Gebührenpflicht ablaufe. Aufgrund dieser strengen Handhabe sei «(...) der Beschwerdeführer verpflichtet, bis zu seiner ersten schriftlichen Abmeldung die Radio- und Fernsehempfangsgebühren zu bezahlen. Dies gilt auch dann, wenn der Beschwerdeführer an eine andere Adresse gezogen ist und dort über keinen Radio oder Fernseher verfügt. Für die Beendigung der Gebührenpflicht im Sinne von Art. 44 Abs. 2 aRTVG zu beachten ist somit im vorliegenden Fall einzig die schriftliche Abmeldung des Beschwerdeführers bei der Billag SA mit Datum vom 28. Januar 2008. Da die Gebühren für den Zeitraum vom 1. Juli 2005 bis 31. März 2006 vor dieser Mitteilung angefallen sind, sind sie vom Beschwerdeführer zu bezahlen.»

09-34

Zur Billag-Gebühr

Urteil des Bundesverwaltungsgerichts vom 18. Dezember 2008 (A-6002/2008)

Dieses Urteil hat die Billag-Gebühr zum Inhalt und äussert sich vor allem zu Beweislast, Fristen usw.

09-35

Verspätete Beschwerde über Billag-Gebühr

Urteil des Bundesverwaltungsgerichts vom 23. Januar 2009 (A-4154/2008)

In diesem Urteil geht es um Fragen des Eintretens auf eine Beschwerde, welche verspätet eingereicht wurde.

09-36

Remboursement des sommes facturées indûment par Billag SA, délai de prescription de cinq ans

Exonération des redevances pour la réception des programmes de radio et de télévision; non-rétroactivité

Art. 45 aORTV.

Arrêt du Tribunal administratif fédéral du 11 novembre 2008 (A-4344/2007)

En octobre 2006, A. a déposé une demande d'exonération des redevances pour la réception des programmes de radio et de télévision auprès de Billag SA depuis le 1^{er} avril 2005, date à partir de laquelle des prestations complémentaires lui ont été allouées. Par décision du 10 novembre 2006, Billag SA a exonéré A. des redevances à partir du 1^{er} novembre 2006. Par décision du 21 juin 2007, l'OFCOM a rejeté le recours de A. tendant au remboursement des redevances versées entre le 1^{er} avril 2005 et le 1^{er} novembre 2006.

L'art. 45 aORTV alors en vigueur dispose que: «Sur demande écrite, sont exonérées de la redevance les personnes ayant droit aux prestations AVS ou AI (al. 2).»

Dès lors, l'exonération sollicitée ne peut déployer ses effets qu'à compter du moment où elle a été demandée, ce qui exclut toute rétroactivité. Il appartient à chacun, poursuit-il, de savoir à partir de quand il souhaite bénéficier d'un avantage financier; qu'il ait été informé ou non de la possibilité de déposer une demande dans ce sens n'est pas déterminant.

09-37

Aufschaltungsverpflichtung der Cablecom bejaht

Aufschaltungsverpflichtung; verfassungsrechtlicher Programmauftrag; Zumutbarkeit der Verbreitung

Art. 38, 43, 44 Abs. 1 Bst. b, 59 Abs. 3, 60 Abs. 1, 2 und 3 RTVG; Art. 93 BV; Art. 53 Bst. c RTVV

Verfügung des Bundesamtes für Kommunikation (BAKOM) vom 24. Februar 2009 (nicht rechtskräftig)

Cablecom muss im analogen Kabelnetz das Programm «Schweizer Sportfernsehen» für drei Jahre aufschalten, da sowohl ein Beitrag zum verfassungsrechtlichen Programmauftrag als auch die Zumutbarkeit der Verbreitung vom BAKOM bejaht wurde.

Die United Sport Production USP TV AG (USP TV) gelangte mit einem Gesuch um Zugangs- bzw. Aufschaltungsverpflichtung gemäss Art. 60 Abs. 1 RTVG an das BAKOM und beantragte, die Cablecom GmbH zu verpflichten, ihr Programm «Schweizer Sportfernsehen (SSF)», welches vor allem über Rand- und Breitensportarten berichten soll, für die Dauer von drei Jahren in der Deutschschweiz auf dem analogen Kabelnetz zu verbreiten.

Gemäss Art. 60 RTVG kann ein Programmanbieter verpflichtet werden, ein bestimmtes Programm kostenlos zu verbreiten, wenn das aufzuschaltende Programm einen besonderen Beitrag zur Erfüllung des verfassungsrechtlichen Programmauftrags leistet, jedoch muss die Verbreitungspflicht für die Fernmeldediensteanbieterin wirtschaftlich und kapazitätsmässig zumutbar sein. In einem ersten Schritt hatte das BAKOM das Vorliegen eines besonderen Beitrags zur Erfüllung des verfassungsrechtlichen Programmauftrags zu prüfen, der sich aus Art. 93 BV ableitet und vorab Beiträge zu Meinungsbildung, Information und Bildung verlangt. Dabei sei das gesamte Programm der Gesuchstellerin zu beurteilen, jedoch müsse auch das gesamte bestehende Service-public-Angebot mit einbezogen werden, um die Ergänzung der bestehenden thematischen Abdeckung durch ein neues Programm zu prüfen. Als Konkretisierung des geforderten Beitrages an den verfassungsrechtlichen Auftrag könnten grundsätzlich die Anforderungen dienen, denen die konzessionierten Veranstalter (Art. 38 und 43 RTVG) zu genügen haben. Bei dieser Prüfung kam das BAKOM zum Schluss: «Insgesamt kommt USP TV mit der inhaltlich-thematischen Ausrichtung von SSF auf den Rand- und Breitensport einem zentralen Anliegen des verfassungsrechtlichen Leistungsauftrags nach, welches bislang vom bestehenden Must Carry-Angebot nicht bzw. nur marginal abgedeckt wurde. Insofern erweist sich das Konzept von SSF als effektive Ergänzung und trägt deshalb im Sinne von Art. 60 Abs. 1 Bst. a RTVG in besonderem Mass zur Erfüllung des verfassungsrechtlichen Leistungsauftrags bei.» Weiter hatte das BAKOM abzuklären, ob die erforderlichen Investitionen und der Betrieb des zu konzessionierenden Rundfunkprogrammes finanziert werden können, was nach Art. 44 Abs. 1 Bst. b RTVG Voraussetzung in einem Konzessionierungsverfahren ist. Das BAKOM sah im

vorliegenden Fall die Finanzierbarkeit als glaubhaft dargelegt an. Als zweite Voraussetzung prüfte das BAKOM die Zumutbarkeit der Verbreitung, wobei der Bundesrat zwar gestützt auf Art. 59 Abs. 3 und Art. 60 Abs. 2 RTVG die Höchstzahl der über Leitungen zu verbreitenden Programme auf 25 festgesetzt hat (Art. 53 Bst. c RTVV), jedoch äusserte sich das BAKOM dahingehend, dass das Fehlen freier Kapazität gerade kein Argument für die Unzumutbarkeit der Aufschaltung sei und gegebenenfalls ein bisher verbreitetes Programm aus dem Angebot zu entfernen sei, um Platz für ein neues aufschaltwürdiges Programm zu schaffen. Somit wurde die verfügbare Übertragungskapazität vom BAKOM bejaht, ebenso die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit der Cablecom, da die Aufschaltung von SSF bei der Cablecom aus wirtschaftlicher Sicht nicht zu untragbaren finanziellen Belastungen führe und deshalb zweifellos zumutbar sei. Somit wurde das Gesuch von USP TV gutgeheissen und die Cablecom gestützt auf Art. 60 Abs. 1 RTVG verpflichtet, SSF im analogen Kabelnetz in der Deutschschweiz für drei Jahre aufzuschalten. Die Kostenverlegung erfolgte nach dem Verursacherprinzip, da dieses jedoch zu wenig klar definiert sei, wurde nach dem Unterliegensprinzip die unterliegende Partei, in vorliegenden Fall die Cablecom, zur Zahlung der Verwaltungsgebühren verpflichtet.

09-38

Online-Computerspiele der SRG: Noch nicht «game over»

Eigenwerbung; Merchandising; Internetangebot; Werbung; Schleichwerbung; Trennungsgebot

Art. 9 Abs. 1, 10 Abs. 3, 14 Abs. 3 RTVG; Art. 23 RTVV; Art. 13 Abs. 3 SRG-Konzession

Entscheid des Bundesamts für Kommunikation (BAKOM) vom 14. Januar 2009 (nicht rechtskräftig)

Am 15. April 2008 strahlte das Schweizer Fernsehen (SF) im Rahmen der Sendung «Sport aktuell» einen Beitrag zum Online-Computerspiel «Fussball Challenge 08» aus. Die SRG hatte sich die Lizenz zum Spielbetrieb in der Schweiz gesichert und liess sich die anfallenden Kosten von den Sponsoren Sunrise, Sony Ericsson und Coop refinanzieren. Im knapp zweiminütigen Beitrag spielte SF einzelne Sequenzen aus dem Online-Computerspiel ein, in denen auch die Logos und Schriftzüge der Sponsoren zu sehen waren (sog. In-Game-Werbung). Anhand der Spielsequenzen erklärte der Moderator die Funktionalitäten des Spiels und wies auf den Gratis-Download sowie auf die Online-Meisterschaft hin. Umfangreiche Informationen zum Spiel und das Login für die Online-Meisterschaft fanden sich auf den Internetseiten der SRG-Unternehmenseinheiten (UE). Das Spiel selber betrieben die SRG-UE zusammen mit ihren Finanzpartnern auf der externen Internetseite www.fussballchallenge.ch.

Mit Verfügung vom 14. Januar 2009 beanstandete das BAKOM die Präsentation des Spiels im Rahmen der Sendung

«Sport aktuell» sowie im Online-Angebot der SRG-UE. Das BAKOM qualifizierte den Beitrag als Eigenwerbung. Mit der Integration des Spiels im Programm habe SF das Trennungsgebot (Art. 9 Abs. 1 RTVG) verletzt. Das Verbot der Schleichwerbung (Art. 10 Abs. 3 RTVG) sei indes nicht tangiert. Es sei die Programmautonomie zu beachten. Hingegen qualifizierte das BAKOM die Präsentation des Spiels im Online-Angebot der SRG-UE ebenfalls als Eigenwerbung. Diese verstosse gegen das Werbeverbot im «übrigen publizistischen Angebot» der SRG (Art. 14 Abs. 3 RTVG i.V.m. Art. 23 RTVV). Die in Art. 13 Abs. 3 SRG Konzession (i.V.m. 23 Bst. d RTVV) vorgesehene Ausnahme vom Werbeverbot im Online-Angebot für Eigenwerbung, die überwiegend der Publikumsbindung diene, greife nicht.

Anmerkungen Mit der Beurteilung des beanstandeten Beitrags als Eigenwerbung bestätigt das BAKOM seine Praxis, wonach bei «Mischformen», wo bei Produktelancierungen nebst Programmförderung auch kommerzielle Absichten verfolgt werden (vgl. BAKOM-Entscheid zu MusicStar-Merchandising, medialex 3/2004), meist Eigenwerbung vorliegt. Im vorliegenden Entscheid lässt das BAKOM allerdings eine sorgfältige, auf den Einzelfall bezogene Abwägung zwischen journalistischen und kommerziellen Motiven vermischen. Das BAKOM fasst die Präsenz der In-Game-Werbung als Indiz dafür auf, dass der «Sport aktuell»-Beitrag «offenkundig nicht (...) überwiegend journalistisch», sondern «vordergründig kommerziell» motiviert gewesen sei. Ganz so offenkundig scheint dies nicht. Online-Computerspiele sind grundsätzlich dazu geeignet, redaktionelle Beiträge zu vertiefen. Spiele wie «Ski Challenge» (wo durchaus ein Konnex zur Direktübertragung des alpinen Skiweltcups besteht), «ECO» (zum gleichnamigen Wirtschaftsmagazin) oder das anlässlich der «Integrationswoche» angebotene Spiel «Wir anderen – das Spiel» sind letztlich soziale Netzwerke, in denen der Diskurs über politische, wirtschaftliche und soziale Zusammenhänge «spielend» weiterlebt.

So hätte das BAKOM zumindest genauer prüfen müssen, ob zwischen dem Hinweis auf «Fussball Challenge 08» und der Berichterstattung im Vorfeld der Fussball Europameisterschaft 2008 (z.B. Direktübertragung von Vorbereitungs- und Qualifikationsspielen, Berichte zu Austragungsorten und teilnehmenden Teams etc.) im Programm von SF ein Konnex bestand. Ein enger Programmbezug hätte die Beanstandung des Beitrags als Eigenwerbung ausschliessen können, wenn dabei journalistische und nicht kommerzielle Motive im Vordergrund gestanden hätten.

Wäre das BAKOM zum Schluss gekommen, dass «Fussball Challenge 08» einen engen Programmbezug aufweist, so hätte sich dies auch auf die Beurteilung der Präsentation des Online-Computerspiels im gebührenfinanzierten Internetangebot der SRG-UE auswirken müssen. Art. 13 Abs. 3 SRG Konzession (i.V.m. Art. 23 lit. d RTVV) nimmt Eigenwerbung, die «überwiegend der Publikumsbindung dient», vom allgemeinen Werbeverbot im Online-Angebot der SRG aus. Eigenwerbung dient dann überwiegend der Publikumsbindung, wenn sie einen Programmbezug aufweist. Hätte das BAKOM zwischen «Fussball Challenge 08» und der Berichterstattung von SF über die Fussball Europameisterschaft einen Konnex festgestellt, wäre die Präsentation des Online-Computerspiels somit nicht als unzulässige Eigenwerbung, sondern

vielmehr als zulässiger Hinweis auf ein überwiegend der Publikumsbindung dienendes Zusatzangebot zu werten.

Thomas Steiner, MLaw, Luzern

09-39

Berichte über Meinungsumfragen vor Abstimmung verletzen Sachgerechtigkeitsgebot nicht

Sachgerechtigkeitsgebot; Programmautonomie

Art. 4 Abs. 2; 6 Abs. 2 RTVG

Entscheid der Unabhängigen Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen (UBI) vom 22. August 2008 (b.584)

Die Veröffentlichung von Meinungsumfragen in der «Tagesschau» und «10 vor 10» vor der Abstimmung zur Unternehmenssteuerreform und der Kampfjetlärminitiative haben nicht gegen das Sachgerechtigkeitsgebot nach Art. 4 Abs. 2 RTVG verstossen, entschied die UBI und wies eine entsprechende Beschwerde ab.

In der «Tagesschau» strahlte das Schweizer Fernsehen am 8. Februar 2008 Ergebnisse einer Meinungsumfrage zur bevorstehenden Abstimmung vom 24. Februar 2008 über die Unternehmenssteuerreform und die Kampfjetlärminitiative aus. Auch die Sendung «10 vor 10» berichtete über die Umfrageergebnisse zur Unternehmenssteuerreform. Mittels Beschwerde an die UBI wurde eine Verletzung des Sachgerechtigkeitsgebots von Art. 4 Abs. 2 RTVG gerügt.

Zu Beginn wurde von der UBI allgemein erläutert, dass vor Abstimmungen und Wahlen sorgfältig bei der Gestaltung von Ausstrahlungen vorzugehen sei und vor allem die Chancengleichheit zwischen den beiden Lagern gewährleistet werden müsse. Auch sei die Veröffentlichung einer Meinungsumfrage im Vorfeld einer Abstimmung geeignet, die Meinungs- und Willensbildung zu beeinflussen, da insbesondere die Wahlberechtigten motiviert bzw. demotiviert werden könnten, sich am Urnengang zu beteiligen. Somit sei eine erhöhte Sorgfaltspflicht bei Beiträgen über Meinungsumfragen zu beachten. Es unterliege zwar der Programmautonomie nach Art. 6 Abs. 2 RTVG, ob und von welchem Unternehmen das Schweizer Fernsehen eine Meinungsumfrage vor Abstimmungen ausstrahlt, jedoch habe die UBI zu beurteilen, «(...) ob die Präsentation der Umfrageergebnisse in den Nachrichtensendungen des Schweizer Fernsehens den programmrechtlichen Informationsgrundsätzen und vorliegend insbesondere dem Sachgerechtigkeitsgebot von Art. 4 Abs. 2 RTVG genügt». Die UBI lehnte eine Verletzung des Sachgerechtigkeitsgebotes ab, da es zwar begrüssenswert gewesen wäre, wenn die Moderation explizit auf den Fehlerbereich der Umfrage hingewiesen hätte, und auch mehr Informationen bezüglich Auswahl der befragten Personen wünschenswert gewesen wären, jedoch die Meinungsbildung des Publikums nicht in rechtserheblicher Weise beeinträchtigt worden sei. Die beanstandeten Beiträge in der «Tagesschau» und «10 vor 10» hätten «(...) die programmrechtlichen Vorgaben im wesentlichen er-

füllt. Diese bestehen darin, bei substantiellen Beiträgen über Ergebnisse von Meinungsumfragen das Publikum über den Auftraggeber, das beauftragte Institut, die Umfragemethode (z.B. Anzahl der Befragten, Fragestellung), den Zeitraum der Befragung und den der Umfrage innewohnenden Fehlerbereich explizit zu informieren und die Umfrageergebnisse korrekt wiederzugeben. (...) Die beanstandeten Sendungen haben trotz Vereinfachung und trotz festgestellter einzelner Mängel, welche einerseits die fehlende bzw. zu wenig deutliche Darstellung der erwähnten Vorgaben und andererseits die missverständliche, weil mehrdeutige Verwendung des Ausdrucks «repräsentativ» betreffen, die programmrechtlichen Informationsgrundsätze und insbesondere das vorliegend relevante Sachgerechtigkeitsgebot von Art. 4 Abs. 2 RTVG nicht verletzt.»

09-40

Meinungsumfragen über Parteienstärke verstießen nicht gegen programmrechtliche Informationsgrundsätze

Sachgerechtigkeitsgebot; Vielfaltsgebot; Programmautonomie; programmrechtliche Informationsgrundsätze

Art. 4 Abs. 2 und 4, 6 Abs. 2 RTVG

Entscheid der Unabhängigen Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen (UBI) vom 22. August 2008 (b.574)

Die zwischen dem 3. August und dem 10. Oktober 2007 in Spezial- und den ordentlichen Nachrichtensendungen ausgestrahlten Beiträge zu den Umfragen über die Parteienstärke haben die programmrechtlichen Vorgaben im Wesentlichen erfüllt. Dies entschied die UBI und wies eine entsprechende Beschwerde ab.

Im Vorfeld der eidgenössischen National- und Ständeratswahlen vom 21. Oktober 2007 berichtete das Schweizer Fernsehen in der Sendung «Wahlbarometer» regelmässig über die aktuellen Meinungsumfragen zur Parteienstärke, welche vom gfs.bern erstellt wurden. Auch andere Sendungen, insbesondere «Tagesschau» und «10 vor 10», strahlten darüber Beiträge aus. Gegen die Sendung «Wahlbarometer» und die Ausstrahlung in anderen Sendungen wurde bei der UBI Beschwerde erhoben und eine Verletzung der programmrechtlichen Informationsgrundsätze (Sachgerechtigkeits- und Vielfaltsgebot) gerügt.

Da Meinungsumfragen im Vorfeld von Wahlen grundsätzlich geeignet seien, die Chancengleichheit zwischen den Parteien zu beeinflussen, betonte die UBI, dass bei solchen Sendungen eine erhöhte Sorgfaltspflicht zu beachten sei. Ob jedoch die SRG solche Meinungsumfragen vor Wahlen ausstrahle, unterliege der Programmautonomie nach Art. 6 Abs. 2 RTVG, ebenso die Wahl des Forschungsinstituts. Die UBI kam zum Schluss, dass die programmrechtlichen Vorgaben nach Art. 4 Abs. 2 RTVG (Sachgerechtigkeitsgebot) und Art. 4 Abs. 4 RTVG (Vielfaltsgebot) im Wesentlichen erfüllt worden seien. «Diese bestehen darin, bei entsprechend substantiellen Beiträ-

gen über Resultate von Meinungsumfragen das Publikum über den Auftraggeber, das beauftragte Institut, die Umfragemethode (z.B. Anzahl der Befragten), den Zeitraum der Befragung und den der Umfrage innewohnenden Fehlerbereich explizit zu informieren und die Umfrageergebnisse korrekt wiederzugeben.» Insgesamt hätten die einzelnen Sendungen trotz einzelnen Mängeln, welche die fehlende bzw. zu wenig deutliche Darstellung der erwähnten Rahmenbedingungen betreffen, die programmrechtlichen Informationsgrundsätze nicht verletzt.

09-41

Keine Einflussnahme auf Bundesratswahlen durch Sendung über Bruder von Christoph Blocher

Vielfaltsgebot; Sachgerechtigkeitsgebot; Menschenwürde

Art. 4 RTVG

Entscheid der Unabhängigen Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen (UBI) vom 4. Juli 2008 (b.580)

Die «Reporter»-Sendung «Vom Reinflallen am Rheinfall – Betrachtungen des blocherschen Weltbildes» verletzte nach Meinung der UBI das Vielfaltsgebot, das Sachgerechtigkeitsgebot und die Menschenwürde nicht.

Das Schweizer Fernsehen strahlte am 5. Dezember 2007 in der Sendung «Reporter» einen Dokumentarfilm mit dem Titel «Vom Reinflallen am Rheinfall – Betrachtungen des blocherschen Weltbildes» aus, in dessen Zentrum Gerhard Blocher, der Bruder des damaligen Bundesrates Christoph Blocher, stand. Gegen diesen Dokumentarfilm wurde eine Beschwerde bei der UBI erhoben, worin die Parteilichkeit des Films beanstandet und dem Schweizer Fernsehen die Absicht einer gezielten Einflussnahme auf die Bundesratswahlen vom 12. Dezember 2007 unterstellt wurde.

Zuerst prüfte die UBI eine Missachtung des Vielfaltsgebotes nach Art. 4 Abs. 4 RTVG, welches Radio und Fernsehen einerseits an einer einseitigen Berichterstattung im Sinne einer zu starken Berücksichtigung von extremen Inhalten sowie andererseits an der ausschliesslichen Vermittlung von politisch oder gesellschaftlich herrschenden Ansichten hindern sollte. Da sich dieses jedoch primär auf das ganze Programm richte und hier nur eine einzelne Sendung beanstandet werde, komme das Vielfaltsgebot vorliegend nicht zur Anwendung. Weiter prüfte die UBI die Erfüllung des Sachgerechtigkeitsgebots nach Art. 4 Abs. 2 RTVG, das dazu verpflichtete, dass «(...) ein möglichst zuverlässiges Bild über einen Sachverhalt oder ein Thema vermittelt worden ist, so dass dieses [das Publikum] sich darüber frei eine eigene Meinung bilden kann». Zuvor musste abgeklärt werden, ob es sich um eine wahlrelevante Sendung handelt, für welche erhöhte journalistische Sorgfaltspflichten gelten. Es stellte sich dabei die grundsätzliche Frage, «(...) ob vor Wahlen des Parlaments oder zumindest vor Bundesratswahlen die gleichen Anforderungen an Programmveranstal-

ter zu stellen sind wie vor Volkswahlen, um die Chancengleichheit der Kandidatinnen und Kandidaten zu gewährleisten». Dies wurde von der UBI verneint, da Parlamentariern zahlreiche exklusive Möglichkeiten offenstünden, sich direkt eine eigene Meinung über ein Thema oder eine Person zu bilden, und somit der Einfluss der Medien auf National- und Ständeräte im Hinblick auf Wahlen und Abstimmungen weit geringer sei. Bezüglich des Sachgerechtigkeitsgebots stellte die UBI fest, dass über Christoph Blocher ein erhebliches Vorwissen des Publikums besteht, da dieser die politische Landschaft in den letzten Jahren stark mitgeprägt habe. Weiter war die UBI der Ansicht, dass der Film dem Publikum jederzeit erlaube, persönliche Meinungsäußerungen dem jeweiligen Protagonisten zuzuordnen «(...) und insbesondere zwischen den Aussagen von Gerhard Blocher und Christoph Blocher zu unterscheiden». Ebenso seien die Analysen und Kommentare des Autors jederzeit als solche erkennbar gewesen, und das Publikum habe jederzeit zwischen Fakten und Meinungen bzw. Kommentaren unterscheiden können und somit auch nachvollziehen können, auf welchen Grundlagen der Autor seine «Betrachtungen zum blocherschen Weltbild» aufgebaut habe. Diese Argumentation führte die UBI dazu, eine Verletzung des Sachgerechtigkeitsgebots nach Art. 4 Abs. 2 RTVG zu verneinen. Zum Schluss war noch eine Verletzung der Menschenwürde nach Art. 4 Abs. 1 Satz 2 RTVG zu prüfen, welche jedoch verneint wurde, da Gerhard Blocher als ehemaliger Gemeindepräsident, Theologe und langjähriger Vertrauter seines äusserst mediengewandten Bruders um die Wirkung von Fernsehausstrahlungen wisse. Auch vermittele der Film ein differenziertes Bild von der Person von Gerhard Blocher, weswegen seine Menschenwürde geachtet worden sei.

3. Strafrecht

3.5 Weitere strafrechtliche Fragen

09-42

Kosten und Entschädigung bei Klagen wegen Verleumdung und übler Nachrede

Urteil des Bundesgerichts vom 10. Oktober 2008
(6B 496/2008)

In diesem Urteil des Bundesgerichts waren die Kosten und Entschädigungen zu beurteilen, welche aufgrund einer Klage wegen Verleumdung (Art. 174 StGB) und übler Nachrede (Art. 175 StGB) entstanden sind.

4. Privatrecht

4.3 Weitere zivilrechtliche Fragen

09-43

Kosten- und Entschädigungsfolgen bei Persönlichkeitsverletzung

Urteil des Bundesgerichts vom 16. Dezember 2008
(5A 702/2008)

In diesem Entscheid waren die Kosten- und Entschädigungsfolgen einer Persönlichkeitsverletzungsklage umrissen.

8. Ethik/Selbstregulierung

8.1 Ethik des Journalismus

09-44

Respect de la présomption d'innocence/ Interdiction de discrimination dans les articles de presse

Discrimination religieuse; équité

Directives 3.8 et 8.2 relatives à la Déclaration

Prises de position du Conseil suisse de la presse
(46/2008; X. c. «Tribune de Genève»)

Le 25 janvier 2008, la *Tribune de Genève* relate qu'est relancée l'enquête dans «l'affaire des fillettes genevoises excisées en Malaisie». Enlevées par leur père, un Suisse converti à l'islam, alors qu'elles avaient 2 et 3 ans, les fillettes ont été confiées à des familles d'accueil intégristes en Malaisie. Malgré son procès, en 1996, et sa condamnation à cinq ans de réclusion pour séquestration et enlèvement, ce père n'a jamais voulu dire où se trouvaient les enfants. Dix ans plus tard les adolescentes ont été retrouvées. Peu après leur retour à Genève en 2003, la mère a découvert que ses filles avaient été excisées en Malaisie. En 2005, leur père, qui prétend n'avoir jamais été mis au courant des mutilations, a été inculpé une nouvelle fois. Deux rapports confirmeront les excisions.

Le père des deux fillettes a déposé plainte auprès du Conseil de la presse à l'encontre de la *Tribune de Genève*, affirmant n'avoir pas été au courant des mutilations; il invoquait également une atteinte au principe de la présomption d'innocence, de celui de l'équité consistant à entendre les deux parties dans un conflit (Directive 3.8 relative à la «Déclaration des devoirs et des droits du/de la journaliste»), et l'attaque contre sa religion pour la stigmatiser (Directive 8.2).

La présidence du Conseil suisse de la presse n'est pas entrée en matière, estimant qu'il était dans l'intérêt public que la *Tribune de Genève* revienne sur cette affaire. «Les faits ne sont

pas présentés d'une manière sensationnelle ni polémique, et le point de vue de X. est exposé. Les lecteurs sont informés qu'il «conteste en partie les mutilations» et qu'il «prétend n'avoir jamais été mis au courant de celles-ci». L'utilisation du verbe «prétendre» indique qu'il s'agit d'une affirmation du plaignant. La présomption d'innocence est respectée lorsqu'il ressort d'un compte rendu que la procédure judiciaire est encore en cours et qu'une éventuelle condamnation n'a pas encore été prononcée ou qu'elle n'est pas encore entrée en force. Dans le cas d'espèce, cette exigence est remplie. Du titre de l'article («... enquête relancée»), les lecteurs peuvent déduire que la *Tribune de Genève* ne relate pas un jugement (en force).

Concernant les griefs d'une violation de la Directive 8.2 (interdiction des discriminations), l'article mis en cause ne contient aucune généralisation qui pourrait discriminer l'islam et les musulmans.

09-45

Kürzung von Leserbriefen

Kürzung von Leserbriefen

Ziffer 3 der «Erklärung der Pflichten und Rechte der Journalistinnen und Journalisten»

Stellungnahme des Presserates vom 21. November 2008 (48/2008; X. c. «Neue Zürcher Zeitung»)

Der Presserat hatte sich mit der Beschwerde eines Leserbriefschreibers auseinandersetzen, der eine Kürzung seiner Zusendung beanstandete, weil er dadurch seine Absicht und Meinung als entstellt dargestellt empfindet. Dabei war zu prüfen, ob die NZZ die Ziffer 3 der «Erklärung der Pflichten und Rechte der Journalistinnen und Journalisten» verletzt hat.

Nach Praxis des Presserates sollte auch die Kürzung von Leserbriefen nach journalistischen Kriterien und entsprechend den berufsethischen Regeln erfolgen. Jedoch übt er die Überprüfung des Umgangs mit redaktionsexternen Texten von Nichtjournalisten mit einer gewissen Zurückhaltung aus. Es sei somit nicht zu prüfen, «(...) ob der Presserat den Leserbrief des Beschwerdeführers gleich oder ähnlich redigiert hätte, sondern einzig, ob die NZZ den Leserbrief in willkürlicher, sinnentstellender Weise bearbeitet und gekürzt hat». Im hier gegebenen Fall sei der subjektive Ärger zwar nachvollziehbar, da nach der Meinung des Beschwerdeführers die angriffigsten Begriffe sowie die stilistisch originellsten Passagen weggekürzt worden seien, jedoch ändere dies nichts daran «(...), dass der wesentliche Inhalt der Zuschrift durch die redaktionelle Bearbeitung weder entstellt noch verzerrt worden ist».

09-46

Namensnennung und Diskriminierung

Namensnennung; Wahrheitspflicht; Diskriminierungsverbot

Richtlinien 7.4, 7.6, 7.8 und 8.2 zur Erklärung; Ziffer 1 der Erklärung

Stellungnahme des Presserates vom 25. November 2008 (53/2008; X. c. «Blick»/«Mittelland Zeitung»)

Der Presserat hatte einen «Blick»-Artikel zu beurteilen, der von sexuellen Übergriffen eines jugendlichen Schülers auf eine Mitschülerin handelte, wobei sowohl der angeschuldigte Täter als auch das Opfer mit richtigem Vornamen und dem Initial des Familiennamens genannt wurden. Der Bericht war mit zwei Fotos illustriert, das eine zeigte eine junge Frau mit abgewandtem Kopf, und das andere wurde in das Hauptbild eingeklinkt und zeigte im Kleinformat den Kopf eines dunkelhäutigen Jungen, dessen Augenpartie von einem breiten Balken abgedeckt war. Unter dem kleinen Bild standen der abgekürzte Rufname des Jungen und ein Zitat des Opfers. Der «Blick» bestätigte in seiner Beschwerdeantwort, dass es sich dabei nicht um den mutmasslichen Täter, sondern um einen beliebigen schwarzen Jugendlichen handle. Die «Solethurner Zeitung» und das «Oltner Tagblatt» übernahmen den identischen Beitrag und ergänzten ihn noch durch die Information, in welchem Fussballklub der Angeschuldigte spielte.

Der Presserat betonte seine langjährige, konstante Praxis, die auf der Grundlage von Richtlinie 7.6 zur Erklärung in der Regel Namensnennungen untersage, jedoch bestimmte Ausnahmen zulasse. Im hier vorliegenden Fall werde der Verdächtige auf ungewöhnlich eindeutige Weise identifiziert, besonders weil er auch noch einen exotischen afrikanischen Vornamen trage. Es würden jedoch keinerlei Gründe vorliegen, die eine solche Identifizierung rechtfertigen könnten, im Gegenteil würden das jugendliche Alter des Angeschuldigten (Richtlinie 7.4 zur Erklärung) und die gebotene Zurückhaltung bei Sexualdelikten zum Schutz des Opfers (Richtlinie 7.8 zur Erklärung) dagegen sprechen. Die «Solethurner Zeitung» und das «Oltner Tagblatt» hätten mit dem Hinweis auf den Fussballklub des Angeschuldigten eine weitere unzulässige Identifikationsmöglichkeit geschaffen. Die Selbstdarstellung des Opfers sei zwar heikel, doch da sie offenbar mit Einwilligung der Mutter erfolgt sei, verstosse sie nicht gegen Richtlinie 7.8 zur Erklärung. Bezüglich des Bildes kam der Presserat zum Schluss, dass dieses eine optische Lüge sei, welche die Wahrheitspflicht gemäss Ziffer 1 der Erklärung verletze, da es sich nicht um den Täter, sondern einen beliebigen schwarzen Jugendlichen handle. Ebenso werde durch die emotionalisierende Kombination von falschem Bild und Legende, mit der nur suggeriert werden soll, dass der Täter ein Schwarzer sei, das Diskriminierungsverbot gemäss Richtlinie 8.2 zur Erklärung verletzt. Zum Schluss führte der Presserat noch aus, dass das Verbot der Identifikation von Beschuldigten nichts mit Täterschutz zu tun habe und der Schutz der Öffentlichkeit vor solchen mutmasslichen Tätern in den Händen der zuständigen Strafverfolgungsbehörde

liege und nicht durch die öffentliche Prangerwirkung einer identifizierenden Medienberichterstattung noch verschärft werden sollte. «Das sind Tendenzen, denen sich der Presserat mit Entschiedenheit entgegenstellt. Nur schon, weil solche Medienkampagnen ausschliesslich der emotionalen Aufhetzung dienen und weder zur Prävention taugen noch zur Aufklärung und Ahndung von Straftaten und erst recht nicht den Opfern zur Rehabilitierung und Heilung verhelfen.»

09-47

Recht auf Vergessen/Anhörung bei schweren Vorwürfen

Recht auf Vergessen; Anhörungspflicht

Richtlinien 3,8, 7.5 zur Erklärung

Stellungnahme des Schweizer Presserates vom 15. Januar 2009 (5/2009; Steiner c. «20 Minuten»)

Jürg Steiner versandte eine Medienmitteilung, in der er die Medien zur Präsentation eines persönlichen Sicherheitstrainings mit einem Nationalrat einlud. Darüber berichtete «20 Minuten» und erwähnte, dass der «umtriebige» Jürg Steiner Anbieter und Trainer sei, der – so berichtete «20 Minuten» weiter – «quittierte 2003 nach einer Verurteilung wegen Nötigung seinen Job bei der Polizei. Er hatte eine Autofahrerin aufgrund ihrer schlechten Fahrweise schikaniert.»

Der Presserat wies darauf hin, dass auch eine strafrechtlich verurteilte Person ein Recht auf Vergessen habe (Richtlinie 7.5 zur Erklärung), welches jedoch nicht absolut gelte, und besonders dann nicht, wenn ein Zusammenhang zwischen einem früheren Verhalten und der aktuellen Tätigkeit einer Person bestehe. Er kam zum Schluss: «Im zu beurteilenden Fall ist ein ausreichender Zusammenhang zwischen der früheren Verurteilung und der heutigen Tätigkeit von Jürg Steiner gegeben. Denn für die Beurteilung der Vertrauenswürdigkeit eines Anbieters von Sicherheitstrainings ist eine Verurteilung wegen Amtsanmassung und Nötigung auch dann relevant, wenn der Betroffene den öffentlichen Dienst inzwischen verlassen hat.» Ebenso verneinte der Presserat eine Anhörungspflicht gegenüber dem Betroffenen, wie sie in Richtlinie 3.8 zur Erklärung bei schweren Anschuldigungen vorgesehen ist. Eine Anhörung sei nicht zwingend bei jeder neuen Erwähnung bereits publizierter Vorwürfe, besonders wenn diese nicht plötzlich in einem ganz anderen Zusammenhang oder zusammen mit neuen relevanten Fakten veröffentlicht würden. Im vorliegenden Fall sei über die Verurteilung des Beschwerdeführers breit berichtet worden, und «20 Minuten» erwähne das Urteil nur kurz und nicht in wesentlich verändertem Kontext und bringe auch keine neuen, relevanten Fakten vor.

09-48

Wahrheitssuche/Anhörung bei schweren Vorwürfen/identifizierende Berichterstattung

Namensnennung; Berichtigungspflicht; Menschenwürde; Anhörungspflicht

Richtlinien 3,8, 7.6, 8 zur Erklärung; Ziffer 5 der Erklärung

Stellungnahme des Schweizer Presserates vom 16. Januar 2009 (1/2009; X. c. «Das Magazin»/«Zürcher Unterländer»)

«Das Magazin» veröffentlichte einen Artikel mit dem Titel «Die Frau, die nie ein Mann war» und erzählte darin die Geschichte einer «gutbürgerlichen Familie» die sich entzweit, «weil der erwachsene Sohn zur Frau wird». Es nennt den früheren Namen und die Herkunft der Transsexuellen ebenso wie den Namen des Vaters, eines ehemaligen Politikers, und zeichnet im Bericht auch den Konflikt mit dem Vater nach. Der «Zürcher Unterländer» publizierte ein Interview mit der betroffenen Transsexuellen, worin neben ihrem früheren Namen auch die ehemalige politische und berufliche Tätigkeit des Vaters genannt wurde.

Der Presserat sah in beiden Artikeln eine Verletzung der Richtlinie 7.6 zur Erklärung (Namensnennung) als gegeben und führte aus, dass die in dieser Bestimmung statuierten Ausnahmen sich auf die Funktion der Medien als «Wachhunde» der demokratischen liberalen Gesellschaft beziehen würden. «Für die Darstellung des Themas Transsexualität und der Lebensgeschichte von Laura Armani war die Identifikation des Beschwerdeführers [Vater] weder notwendig, noch bestand ein begründetes Interesse daran, seine persönliche Betroffenheit und sein Verhalten in diesem Zusammenhang öffentlich an den Pranger zu stellen. Die Voraussetzungen, ausnahmsweise in identifizierender Weise über das familiäre Verhältnis zwischen Laura Armani und dem Beschwerdeführer zu berichten, waren deshalb nicht erfüllt.» Eine Verletzung der Ziffer 5 der Erklärung (Berichtigungspflicht) wurde vom Presserat jedoch verneint. Die Transsexuelle habe dem Journalisten von «Das Magazin» ein im Text beschriebenes Bild vorgelegt, welches ihren von Geburt an verkrümmten Penis zeigen soll, an dessen Echtheit jedoch nach Veröffentlichung Zweifel aufkamen. Nach Meinung des Presserates wäre eine Berichtigung für das Verständnis und die Meinungsbildung der Leserschaft zwar wichtig gewesen, eine Pflicht dazu könne jedoch knapp verneint werden, da bloss Anhaltspunkte für eine Fälschung bestanden hätten und es heikel gewesen wäre, das Bild ohne weitere Recherche in einer Berichtigung als Fälschung anzuprangern. Auch eine Verletzung der Menschenwürde (Ziffer 8 der Erklärung) der früheren Ehefrau des Vaters aufgrund der Behauptung, sie habe mit der Transsexuellen eine lesbische Beziehung geführt, wurde abgelehnt: «Die einseitige Behauptung, mit jemanden in einer lesbischen Beziehung zu leben, mag im Einzelfall die privatrechtliche Ehre verletzen, setzt aber eine Person – ungeachtet des Wahrheitsgehalts der Behauptung – jedenfalls nicht in ihrem Menschsein herab.» Bezüglich des Berichts im «Zürcher Unterländer» verneinte der

Presserat eine vorgängige Anhörungspflicht (Richtlinie 3.8 zur Erklärung), da dieser Artikel keine schweren Vorwürfe gegen den Vater beinhalte, die eine Anhörung unabdingbar gemacht hätten.

09-49

Respektierung der Menschenwürde

Menschenwürde

Ziffer 8 der Erklärung

Stellungnahme des Presserates vom 21. November 2008 (47/2008; X. c. «Basler Zeitung»)

In einem Bericht der «Basler Zeitung» über den kollektiven Rücktritt von drei Gemeinderäten wurde X., der sich gegen verschiedene Entscheide des Gemeinderates mit Beschwerden gewehrt hatte und im Artikel mit vollem Namen genannt wurde, «als zerbrechlich wirkender, pensioniert Herr» bezeichnet.

Der Presserat wies die Beschwerde von X. auf Verletzung der Menschenwürde (Ziffer 8 der Erklärung) ab, da die geforderte Mindestintensität fehle, um eine Verletzung der Menschenwürde zu bejahen. «Ohnehin wirkt die Beschreibung als <zerbrechlich wirkender pensionierter Herr> nicht besonders abwertend, jedenfalls nicht in der oben angesprochenen Mindestintensität, wie sie für die Bejahung einer Verletzung der Menschenwürde vorauszusetzen wäre.»

09-50

Trennung von Informationen und Kommentar/ Unterschlagung und Entstellung von Informationen/Respektierung der Menschenwürde

Trennung von Information und Kommentar; Unterschlagung von Informationen; Menschenwürde

Richtlinie 2.3 zur Erklärung; Ziffern 3, 8 der Erklärung

Stellungnahme des Presserates vom 21. November 2008 (49/2008; Bischof/Knutti c. «Weltwoche»)

Die Weltwoche veröffentlichte in ihrer Rubrik «Personenkontrolle» folgende Meldung: «Sehr vertrauliche Nachrichten erreichen uns aus dem VBS von Bundesrat Samuel Schmid (fraktionslos). Wie einer <Dienstlichen Mitteilung> zu entnehmen ist, hat Walter Knutti, Kommandant der Luftwaffe, Oberstleutnant Virginia Bischof zum <Chef Internationale Beziehungen> befördert. Von Bischofs Beziehungsfähigkeit hatte sich Knutti persönlich überzeugt: Frau Oberstleutnant ist die Geliebte des Luftwaffen-Chefs. Er wünscht ihr in der neuen Aufgabe <viel Erfolg und Befriedigung>.»

Eine daraufhin erhobene Beschwerde, die Meldung habe zu Unrecht den Eindruck erweckt, die Ernennung von Virginia Bischof sei der Lohn für zuvor geleistete Liebesdienste gewesen, wurde vom Presserat abgelehnt. Der Leserschaft der «Weltwoche» sei klar, dass in der Rubrik «Personenkontrolle» Meldungen über Personen aus Politik, Wirtschaft und Gesellschaft verarbeitet und meist in kommentierender und/oder ironisierender Weise bearbeitet werden. Aus diesen Gründen sei es zulässig gewesen, das Zusammentreffen von persönlicher und beruflicher Beziehung augenzwinkernd zu kommentieren, und es liege weder eine Verletzung von Richtlinie 2.3 zur Erklärung (Trennung von Information und Kommentar) noch von Ziffer 3 der Erklärung (Unterschlagung von Informationen) vor. Ebenso falle eine Verletzung der Menschenwürde (Ziffer 8 der Erklärung) ausser Betracht, da Virginia Bischof nicht in besonders krasser Weise herabgesetzt werde und die erforderliche Mindestintensität somit nicht erreicht sei.

09-51

Kommentarfreiheit/Respektierung der Menschenwürde

Menschenwürde; Kommentarfreiheit

Ziffer 8 der Erklärung

Stellungnahme des Presserates vom 23. Dezember 2008 (61/2008, X. c. «Oberthurgauer Nachrichten»)

In den «Oberthurgauer Nachrichten» wurde in einer Kolumne gerichtet an den Churer Bischof Vitus Huonder das Vorgehen rund um eine Theologin, die in einer Fernsehsendung eine gewisse Kausalität zwischen Zölibat und Pädophilie hergestellt hatte und daraufhin vom Bischof zurechtgewiesen wurde, thematisiert. Beendet wurde diese Kolumne mit dem Satz: «Man mag zwar fortfahren, mit den Priestern Eunuchen fürs Himmelreich zu züchten, aber man sollte sich zumindest fragen: Wen macht man damit glücklich, sei es hier oder im Garten Eden, wo wir alle hoffentlich mal hingelangen?»

Eine daraufhin erhobene Beschwerde, die katholischen Priester als Eunuchen zu bezeichnen, verletze Ziffer 8 der Erklärung (Respektierung der Menschenwürde), wurde vom Presserat abgewiesen, da aus der Kolumne klar hervorgehe, dass die Bezeichnung «Eunuchen» im übertragenen Sinne gemeint gewesen sei und die beanstandete Kolumne sich im Rahmen der Freiheit des Kommentars und der Kritik bewege.

09-52

Fehlende Zuständigkeit bei nicht journalistischen Websites

Zuständigkeit

Stellungnahme des Presserates vom 23. Dezember 2008
(62/2008; X. c. Alfa-News.ch)

Die Webplattform Alfa-News.ch veröffentlichte eine Meldung, in der sie detaillierte Angaben über geschäftliche Differenzen zwischen dem Herausgeber der Webplattform und einer Alfa-Romeo-Garage ausbreitete, mit der sie bisher eng zusammengearbeitet hatte. Die Partnergarage konnte daraufhin auf der Website eine Gegendarstellung veröffentlichen, in der sie alle Vorwürfe zurückwies und zum Gegenangriff überging. Anschliessend erhob die Partnergarage eine Beschwerde beim Presserat.

Der Presserat lehnte die Beschwerde ab und führte aus, dass er seine Zuständigkeit nur als gegeben ansieht, wenn die veröffentlichten Inhalte einen journalistischen Produktionsprozess durchlaufen hätten. «Als Online-Journalismus gelten jene Inhalte, die nach professionellen journalistischen Kriterien selektioniert und bearbeitet worden sind, damit sie dem Publikum öffentlich vermittelt werden können.» Die Alfa-News-Website veröffentliche jedoch zu überwiegenden Teilen nicht nach journalistischen Kriterien aufbereitete, unabhängige Informationen, sondern vor allem PR-Texte, und somit habe die beanstandete Meldung offensichtlich nichts mit Journalismus zu tun, sondern es werde darin einzig ein Konflikt aus subjektiver Sicht der Betroffenen ausbreitet.

hin druckte «Tachles» einen Lesebrief von Ekkehard W. Stegemann ab, wo er betont, das Gerichtsurteil sei noch nicht rechtskräftig und schriftlich begründet und dass er nie seine Tätigkeit für «Media Watch» bestritten habe. Als Bezeichnung unter diesem Lesebrief wurde von der Redaktion statt «Prof. Dr. Ekkehard W. Stegemann» angeführt «Ekkehard W. Stegemann, ehemaliger Präsident des Jüdischen Medienforums und Mitglied der Gruppe Media Watch des SIG, Basel».

Gestützt auf die Lektüre des beanstandeten Artikels kam der Presserat zum Schluss, «(...) dass der Bericht soweit ersichtlich die wichtigsten Fakten in verständlicher Weise wiedergibt. Entgegen der Auffassung des Beschwerdeführers [Ekkehard] war «Tachles» darüber hinaus nicht verpflichtet, darauf hinzuweisen, dass das Gericht einzig über die Zulässigkeit des Kommentars von Hagemann zu entscheiden hatte und nicht etwa, ob dieser zutreffend sei.» Ebenso beinhalte der Bericht über die Tatsache, dass eine Klage wegen Persönlichkeitsverletzung abgewiesen worden sei, keine schweren Vorwürfe im Sinne der Richtlinie 3.8 zur Erklärung, und somit sei keine vorgängige Anhörung notwendig gewesen. Weiter führte der Presserat aus, dass er keine Beweiserhebungen durchführe und durch die eingereichten Unterlagen sich nicht in der Lage sehe, zu beurteilen, ob Ekkehard seine Tätigkeit für «Media Watch» bestritten habe. Zumindest sei die behauptete Unwahrheit nicht erstellt, und somit könne eine Verletzung von Ziffer 1 (Wahrheit) und 5 (Berichtigung) verneint werden. Weiter erscheine der Vorwurf nicht als derart schwer, dass er eine Anhörung des Betroffenen vor der Publikation (Richtlinie 3.8 zur Erklärung) zwingend erscheinen liesse. Ebenso sieht der Presserat in der Veränderung der Bezeichnung trotz der sprachlichen Ungenauigkeit keine Verletzung von Ziffer 1 der Erklärung, da keine absichtliche Manipulation oder Verfälschung ersichtlich sei.

09-53

Wahrheits- und Berichtigungspflicht/Anhörung bei schweren Vorwürfen

Anhörungspflicht; Wahrheitspflicht; Berichtigungspflicht

Ziffern 1 und 5 der Erklärung; Richtlinie 3.8 zur Erklärung

Stellungnahme des Presserates vom 23. Januar 2009
(2/2009; Stegemann c. «Tachles»)

Die jüdische Wochenzeitung «Tachles» berichtete über die Abweisung einer Klage wegen Persönlichkeitsverletzung von Ekkehard W. Stegemann gegen den Verleger der «Basler Zeitung» Matthias Hagemann, die durch einen Kommentar zur organisierten Einreichung von Leserbriefen durch Pro-Israel-Gruppierungen ausgelöst wurde. Im beanstandeten Bericht wurde die Vorgeschichte des Prozesses zusammengefasst und zum Urteil ausgeführt: «Das Gericht hat nun die Klage vor einer Woche deutlich abgewiesen und festgehalten, dass Hagemanns Kommentar in keiner Weise die Persönlichkeit Stegemanns verletze. Stegemann selbst bestritt anfänglich in der Öffentlichkeit gar seine Tätigkeit für Media Watch.» Darauf-

09-54

Wahrheitspflicht/Entstellung von Tatsachen/sachlich nicht gerechtfertigte Anschuldigungen/Achtung der Menschenwürde

Wahrheitssuche; Anhörungsrecht; sachlich nicht gerechtfertigte Anschuldigungen; Menschenwürde; Gegendarstellung; Trennung von Fakten und Kommentar

Ziffern 1, 3, 7, 8 der Erklärung; Richtlinie 2.3 zur Erklärung

Stellungnahme des Presserates vom 15. Januar 2009
(4/2009; Abdelaziz c. «Stadt-Anzeiger Opfikon»)

Der «Stadt-Anzeiger Opfikon» veröffentlichte einen Artikel über die Sitzung des Gemeinderates vom 5. Mai 2008. Die Journalistin schrieb darin unter anderem über ein Postulat von Amr Abdelaziz, dass dieses vom Glauben an die «Allmacht des Staates» zeuge und «irgendwie kommunistische Züge beinhalte». Weiter führte sie dazu aus, dass die Gemeinderäte mit Migrationshintergrund unermüdlich für eine bessere Welt kämpfen würden, aber man manchmal das Gefühl habe, sie hätten das Prinzip von Exekutive und Legislative nicht ganz

verstanden. Daraufhin verlangte Gemeinderat Amr Abdelaziz eine Gegendarstellung, die in vollständigem Wortlaut, allerdings in der Leserbriefrubrik veröffentlicht wurde. In einem Artikel über die Gemeinderatssitzung vom 2. Juni 2008 berichtete der «Stadt-Anzeiger» nochmals über diese Thematik und fügte an, Amr Abdelaziz habe die Berichterstattung nicht ganz zu Unrecht als Affront empfunden, man hätte wohl besser schreiben müssen, dass er die Verantwortung und die finanziellen Möglichkeiten der Stadt Opfikon masslos überschätze und man habe den Eindruck, er schwebe irgendwo in seinen idealistischen Wolken und verweigere den nüchternen Alltag.

Der Presserat betonte in seinem Entscheid, dass nach Richtlinie 2.3 zur Erklärung keine formale Trennung zwischen Fakten und Kommentar gefordert werde, jedoch sollte darauf geachtet werden, «(...) dass das Publikum zwischen Fakten und kommentierenden kritisierenden Einschätzungen unterscheiden kann». Auch müssten sowohl die Wertungen als auch die ihnen zugrunde liegenden Fakten für das Publikum erkennbar sein und die Wertungen sich auf genügende Grundlagen stützen. Im vorliegenden Fall sei sofort zu erkennen, dass es sich um eine leicht ironische Kommentierung der Voten handle und nicht um blosses Wiedergaben, und auch die faktische Grundlage, das Postulat von Amr Abdelaziz, sei erkennbar. Somit sei die Grenze der Kommentarfreiheit durch die im Artikel geäusserten Wertungen bei Weitem nicht überschritten. Ebenso seien keine Verletzungen von Ziffer 1 (Wahrheitssuche), Ziffer 3 (Anhörung bei schweren Vorwürfen), Ziffer 7 (sachlich nicht gerechtfertigte Anschuldigungen) und Ziffer 8 (Respektierung der Menschenwürde) gegeben, da keine schweren Sachvorwürfe vorlägen, sich die kritischen Wertungen bloss auf die politische Tätigkeit bezögen und weder besonders disqualifizierend noch beleidigend wirkten. Ebenso wird die Gegendarstellung vom Presserat als rechtsgenügend veröffentlicht betrachtet: «Vorliegend hat der «Stadt-Anzeiger Opfikon» den vom Beschwerdeführer zugestellten Gegendarstellungstext integral und unter dem Titel «Gegendarstellung» abgedruckt. Damit ist die Gegendarstellung – auch wenn sie in der Leserbriefrubrik abgedruckt wurde – für die Leserschaft als solche erkennbar.»

09-55

Wahrheitspflicht/Entstellung von Tatsachen/ sachlich nicht gerechtfertigte Anschuldigungen/ Achtung der Menschenwürde

Anonyme und sachlich ungerechtfertigte Anschuldigungen; Identifikation; Wahrheitsgebot; Unterschlagung von Informationen; Menschenwürde

Ziffern 1, 3, 7, und 8 der Erklärung

Stellungnahme des Presserates vom 15. Januar 2009
(3/2009; X. c. Schweizer Fernsehen)

Das Schweizer Fernsehen strahlte im Rahmen seiner Sendung «Reporter» den Dokumentarfilm «Fabienne bricht ihr Schweigen – Reden über sexuellen Missbrauch» aus, der über

den sexuellen Missbrauch von «Fabienne» durch ihren Vater über die Dauer von 14 Jahren berichtete. Es wird darüber informiert, dass «Fabienne» den Missbrauch jahrelang verdrängt habe und dieser erst 20 Jahre später wieder ins Bewusstsein gelangt sei und im Laufe einer Psychotherapie immer mehr Erinnerungen gekommen seien. Ebenso wird berichtet das «Fabienne» ihre Kindheit mit zwei Geschwistern im Entlebuch verbrachte und dass der Vater als Stationsvorstand bei der Bahn gearbeitet habe und in vielen Vereinen aktiv gewesen sei. Dies wird mit Fotos von «Fabienne» und ihren Geschwistern illustriert, auf welchen diese deutlich erkennbar sind. In Interviews wird «Fabienne» mit einer Perücke verfremdet. X erhob Beschwerde beim Presserat und rügte, dass der Dokumentarfilm sich nicht mit der wissenschaftlichen Kritik an der Recovery-Theorie auseinandergesetzt habe, da es als höchst umstritten angesehen werde, «(...) ob die im Rahmen einer Recovery-Therapie ins Bewusstsein gerückten Erinnerungen reale Ereignisse wiedergeben oder ob sie nicht vielmehr eine Verzerrung der Realität darstellen». Dadurch werde den Zuschauern fälschlicherweise der Eindruck vermittelt, die Vorwürfe des jahrelangen Missbrauchs von «Fabienne» an ihren Vater entsprächen einem unbestrittenen realen Geschehen.

Der Presserat kam in seinen Erwägungen zum Schluss, dass Ziffer 7 der Erklärung verletzt worden sei, «(...) weil die getroffenen Massnahmen ungenügend waren, um eine mögliche Identifizierung des Vaters von «Fabienne» in der Ortschaft zu verhindern, in der sie seinerzeit aufgewachsen» sei. Es sei dabei nicht die Erkennbarkeit für den sogenannten «Durchschnittsleser» massgebend, sondern es sollten weder Namen noch andere Angaben veröffentlicht werden, die eine Identifikation durch Dritte ermöglichten, die nicht zu Familie, beruflichem oder sozialem Umfeld gehörten. Insbesondere bei derartig schweren Vorwürfen wie sexuellem Missbrauch innerhalb der Familie sei «(...) der Kreis derjenigen, die die Betroffenen auch bei einer vollständigen Anonymisierung wahrscheinlich erkennen würden, äusserst eng zu ziehen». Auch hätte die Gefahr einer Identifizierung wesentlich reduziert werden können, wenn man auf die Ortsbezeichnung verzichtet, keine unverfremdeten Fotos der Kinder gezeigt und «Fabienne» in den Interviews nicht nur mit einer Perücke verfremdet hätte. Jedoch sah der Presserat keine Verletzung von Ziffer 1 (Wahrheit) und Ziffer 3 (Unterschlagung von Informationen) der Erklärung, da daraus keine Verpflichtung zu objektiver, ausgewogener Berichterstattung abgeleitet werden könne, obwohl die Kritik an der Recovery-Theorie für den Zuschauer hilfreich gewesen wäre. Ebenso lehnte der Presserat eine Verletzung von Ziffer 8 (Menschenwürde) ab, da zwar schwere Vorwürfe gegen den Vater erhoben würden, dieser jedoch nicht in besonders krasser, menschenunwürdiger Weise herabgesetzt werde.

09-56

Recherche de la vérité et accusations sans fondement par voie de presse

Accusations gratuites; jugement de valeur

Chiffre 7 de la Déclaration des devoirs et des droits du/de la journaliste; Directive 1.1.

Prises de position du Conseil suisse de la presse (52/2008; X. c. «Le Matin»)

Le 21 juin 2008, *Le Matin* a publié un article consacré au Buffet de la Gare de Sierre. Sous l'intertitre «Finis le glauque!» était inscrite la phrase suivante: «Il est très loin le temps où l'en-droit avait été désigné comme un des buffets les plus glauques de Suisse romande.»

X., précédente tenancière de l'établissement, dépose une plainte auprès du Conseil suisse de la presse, estimant que le rédacteur de l'article «a violé plusieurs devoirs essentiels du journaliste, ne respectant pas la vérité et soulevant des accusations sans fondement.» Elle estime que cet article lui cause un tort professionnel et social à Sierre où elle est née et demeure connue, le lecteur étant amené à penser qu'elle aurait géré un établissement public de manière sordide.

Le Conseil a rejeté la plainte fondée sur la violation du chiffre 1 de la «Déclaration des devoirs et des droits du/de la journaliste», respectivement la directive 1.1 (recherche de la vérité) et du chiffre 7 de la «Déclaration» (s'interdire les accusations gratuites).

En guise d'enquête journalistique «sérieuse», *Le Matin* ne s'est fondé que sur un article du *Nouvelliste* du 30 juin 2006, à la suite duquel le rédacteur avait écrit une lettre d'excuse à X. En outre, l'adjectif «glauque» est fort et quelque peu dépréciatif. Cette légèreté est certes regrettable mais une violation du chiffre 1 de la «Déclaration» (vérité) et de la directive y relative n'est pas établie. Le courrier d'excuse du *Nouvelliste* ne contient aucune rectification des faits publiés.

L'article dans *Le Matin* ne mentionne pas spécifiquement la plaignante – même si certains lecteurs locaux étaient susceptibles d'établir ce lien. Par ailleurs, l'expression «il est très loin le temps» ne renvoie pas explicitement à l'époque où la plaignante en assurait la gérance. Il s'agit bien ici d'un jugement de valeur, qui relève de la liberté de commenter. Ce jugement de valeur est reconnaissable comme tel par le public est ne disqualifie pas de manière disproportionnée les personnes concernées.

09-57

Accusations «gratuites» dans un article de presse: Information et audition lors de reproches graves

Liberté d'expression et d'information; indépendance d'un journal

Chiffre 3 de la Déclaration; directive 3.8 relative à la Déclaration

Prises de position du Conseil suisse de la presse (57/2008; X. c. «Le Matin bleu»)

Le 27 août 2008, *Le Matin bleu* a publié un article reprenant les informations d'un communiqué – intitulé «Billets de banque porteurs d'une puce d'identification?» – diffusé par le «Comité référendaire interpartis contre les documents d'identité biométriques» et signé par son porte-parole romand, J.

Le journaliste explique s'être livré à la même expérience que J., en passant les billets au micro-ondes, sans arriver aux mêmes constatations. Le porte-parole de la BNS, interrogé dans l'article, nie toute présence d'une puce électronique dans les billets de banque. L'article se conclut en donnant la parole à J. qui admet, écrit l'auteur de l'article, n'avoir aucune preuve de ce qu'il avance.

J. s'est adressé au Conseil suisse de la presse. Il indique s'être exprimé au conditionnel, ce que ne restitue pas l'article, en contradiction avec le chiffre 3 de la «Déclaration des devoirs et des droits du/de la journaliste» qui interdit au journaliste de dénaturer tout texte, document, image, son ou opinion d'autrui.

Il estime également que l'article escamote des informations importantes contenues dans son communiqué, violant la directive 3.8 relative à la «Déclaration» (audition lors de reproches graves), et que quelques termes de l'article («complot planétaire», «délire») contreviennent au chiffre 7 de la «Déclaration» (interdiction des accusations anonymes ou gratuites).

Le Conseil a rejeté la plainte, retenant que le ton du communiqué était plus affirmatif qu'hypothétique; que son émetteur ne pouvait revendiquer la publication intégrale de son texte. Il a souligné la liberté d'expression et d'information et l'indépendance d'un journal, lui permettant de juger ce qui, dans un communiqué, mérite d'être porté à la connaissance du public. Quant à l'expérience du billet dans le micro-ondes, l'article indique que sa reproduction par le journaliste n'a pas mené aux mêmes résultats. Les informations essentielles n'ont donc pas été occultées.

L'auteur de l'article a contacté J. au terme de son enquête pour lui laisser le dernier mot, et donc fait preuve de la diligence requise en cas d'accusations graves, ce terme étant en l'espèce discutable.

Certains termes comme celui de «délire» peuvent être considérés comme légèrement dépréciatifs mais non une «accusation gratuite» selon le chiffre 7 de la Déclaration.

09-58

Protection des victimes dans les articles de presse

Respect de la dignité humaine; description d'actes de pédophilie dans un article de presse

Articles Directive 8.1 relative à la Déclaration

Prises de position du Conseil Suisse de la presse (58/2008; X. c. «Le Matin Dimanche»)

Le 15 juin 2008, *Le Matin Dimanche* a publié un article évoquant la condamnation d'un jeune homme de 19 ans pour actes d'ordre sexuel et viol sur une fillette de cinq ans. L'article situe le lieu du délit, donne des détails sur la famille (statut marital de la mère, nombre d'enfants) et des précisions détaillées sur les abus subis par la fillette.

Une lectrice, X., s'adresse au rédacteur en chef pour lui faire savoir qu'elle a été «choquée par les détails des actes pédophiles» rapportés; le rédacteur lui répond qu'il regrette que l'article ait pu la choquer, et visait à mettre en garde les parents contre l'engagement à l'aveugle de baby-sitters potentiellement dangereux.

X. a porté plainte auprès du Conseil suisse de la presse. Selon elle, la description en détail des actes pédophiles contrevient à la Directive 8.1 (Respect de la dignité humaine) relative à la «Déclaration des devoirs et des droits du/de la journaliste»; d'une part, parce que la famille victime sera facilement identifiable là où elle habite, d'autre part, parce que le public n'est pas respecté dans sa sensibilité.

Le Matin Dimanche explique que l'article avait un «objectif didactique», qui avait été mis en balance avec la sensibilité des lecteurs; celle-ci était une notion relative, elle ne pouvait être assimilée à la dignité, au risque de mettre en péril la liberté d'informer.

En outre, le journal affirme avoir veillé à empêcher l'identification de la famille de la victime en utilisant des prénoms fictifs et en localisant le drame dans un «degré de précision autorisé par les usages en cours dans la profession».

Le Conseil n'a pas la compétence pour dire si les descriptions incriminées sont assimilables à des images pédophiles. Reconnaisant au *Matin Dimanche* sa liberté d'expression, il l'invite néanmoins à d'autant plus de précautions dans l'évocation de scènes scabreuses que son public cible est large et peut inclure de jeunes lecteurs et des personnes sensibles.

Il a toutefois admis la plainte pour violation du chiffre 8 (protection des victimes) de la «Déclaration», jugeant que l'information très détaillée sur les abus subis par une fillette et une description de sa famille permettaient à un entourage large de la reconnaître, en particulier dans une petite ville; le journal avait dès lors contrevenu au respect de la dignité humaine de la victime et de sa famille.

09-59

Wahrheitssuche/Überprüfung von Informationsquellen

Wahrheitssuche; Überprüfung von Quellen

Ziffern 1 und 3 der Erklärung

Stellungnahme des Presserates vom 23. Dezember 2008 (60/2008, X. c. «Coop Zeitung»)

Die «Coop Zeitung» thematisierte in einem Artikel den Stromverbrauch von Glühbirnen, Halogen- und Energiesparlampen und wies in einem Kasten darauf hin, dass alle elektrischen und elektronischen Geräte elektromagnetische Wellen abgeben würden und Energiesparlampen nicht mehr strahlen als Glühbirnen und Halogenlampen. Dagegen wurde Beschwerde an den Presserat erhoben, da die «Coop Zeitung» ein sehr umstrittenes Merkblatt zitiert und zudem unsauber recherchiert habe. Ebenso werde die schädliche Wirkung von Energiesparlampen unterschlagen, was Ziffer 1 (Wahrheitssuche) und Ziffer 3 (Überprüfung von Quellen) der Erklärung verletze.

Der Presserat wies die vorliegende Beschwerde ab, da sich die «Coop Zeitung» auf ein vom Bundesamt für Energie herausgegebenes Merkblatt stützte und daraus zu entnehmen sei, dass sich die elektromagnetischen Felder von Energiesparlampen und Glühlampen nicht wesentlich unterscheiden würden. Somit sei die Aussage journalistisch zulässig, und die Pflicht zur Wahrheitssuche und zur Überprüfung von Quellen verpflichte nicht zu einer lückenlosen Nachprüfung sämtlicher in einem Medienbericht von Dritten übernommenen Informationen und Aussagen.

09-60

Pflichten bei Wahlberichterstattung

Wahrheitspflicht; Unterschlagung von Informationen; Berichterstattung

Ziffern 1, 3, und 5 der Erklärung

Stellungnahme des Presserates vom 30. Dezember 2008 (63/2008; Zeis c. «St. Galler Tagblatt»)

Im Vorfeld der Nationalratswahlen 2007 stellte das «St. Galler Tagblatt» Kandidaten vor und forderte diese auf, ihre Schwerpunkte in Kurzstatements zu fassen, welche dann veröffentlicht würden. Am Schluss dieser losen Serie wurden noch jene Kandidaten aufgeführt, von denen kein Bild oder Statement eingegangen sei. Einer dieser Kandidaten erhob Beschwerde beim Presserat, da er schon vorher unaufgefordert Material zugestellt habe, was die Zeitung unterschlagen habe.

In seinen Erwägungen betonte der Presserat, nach konstanter Praxis könne aus der «Erklärung der Pflichten und Rechte von Journalistinnen und Journalisten» keine Pflicht zu objektiver Berichterstattung abgeleitet werden. Ebenso seien die Medien auch bei öffentlichen Wahlen nicht verpflichtet, auf sämtliche Einzelkandidaturen einzugehen. Zwar sei der subjektive Ärger des unberücksichtigten Kandidaten nachvollziehbar, jedoch sei eine Verletzung berufsethischer Normen zu verneinen, da nicht jede formale oder inhaltliche Ungenauigkeit bereits eine Verletzung einer berufsethischen Norm begründe, sondern die Unkorrektheit dafür eine gewisse Relevanz aufweisen müsse. Somit verneinte der Presserat eine Verletzung von Ziffer 1 (Wahrheit), Ziffer 3 (Unterschlagung von Informationen) und Ziffer 5 (Berichtigung) der Erklärung und wies die Beschwerde ab.

09-61

Satirische Karrikatur verletzt Menschenwürde nicht

Wahrheitspflicht; Entstellung von Informationen; anonyme und sachlich ungerechtfertigte Anschuldigungen; Respektierung der Menschenwürde

Ziffern 1, 3, 7 und 8 der Erklärung

Stellungnahme des Presserates vom 12. Dezember 2008 (55/2008; X. c. «Schweizerzeit»)

Die «Schweizerzeit» veröffentlichte im Vorfeld der Abstimmung über die Einbürgerungsinitiative eine Karikatur von einem muslimischen Mann, der bei einer amtlichen Einbürgerungsinstanz vorspricht, mit folgendem Satz: «... meine 4 Frauen, 36 Kinder, 16 Grossmütter, 7 Grossväter und 128 Enkel und Nichten wollen endlich auch den Schweizerpass!!»

Nach langjähriger Praxis des Presserates sei kein Thema von Satire ausgenommen, Satire dürfe auch übertreiben, jedoch müssten die Fakten stimmen, von denen die Satire ausgehe. Die Aussage, die dem muslimischen Mann in den Mund gelegt wurde, sei ohne Weiteres als Übertreibung erkennbar und beruhe zumindest insofern auf einem wahren Kern, als der Islam die Polygamie erlaube. Somit seien Ziffer 1 (Wahrheit) und Ziffer 3 (Entstellung von Informationen) der Erklärung nicht verletzt. «Nach Auffassung des Presserates bewegt sich die vom Beschwerdeführer beanstandete Karikatur aber noch innerhalb des aufgrund der Meinungsäusserungs- und Kommentarfreiheit weit zu ziehenden Rahmens für Äusserungen im politischen Meinungskampf. Weder werden durch die beanstandete Abbildung einzelne Individuen unmittelbar in ihrer Ehre verletzt, noch die Angehörigen der Glaubensgemeinschaft des Islam in einem Masse herabgewürdigt, die als Verletzung der Pflicht zur Respektierung der Menschenwürde und/oder als Diskriminierung zu sanktionieren wäre.» Mit dieser Begründung verneinte der Presserat eine Verletzung von Ziffer 7 (anonyme und sachlich ungerechtfertigte Anschuldigungen) und Ziffer 8 (Respektierung der Menschenwürde) der Erklärung.

09-62

Erlaubte Namensnennung

Namensnennung

Richtlinie 7.6 zur Erklärung

Stellungnahme des Presserates vom 25. November 2008 (54/2008; X. c. «Beobachter»)

In einem Bericht des «Beobachters» vom Mai 2008 wurde über die angeblichen Machenschaften der Chefs der Krankenkasse KBV berichtet, welche im Jahre 2004 zum Zusammenbruch der Kasse mit einem Schaden von 94 Millionen geführt hätten. Dabei seien vier Verdächtige in Untersuchungshaft gesessen, nämlich der Chef der Kasse, der Finanzchef, der Marketingchef sowie der Schadenschef. Ihnen werde vorgeworfen, sich der mehrfachen Veruntreuung, des Betruges, der mehrfachen Urkundenfälschung und der Geldwäscherei schuldig gemacht zu haben. Dabei nannte der «Beobachter» alle vier gemäss Berichterstattung angeklagten Personen mit Vor- und Nachnamen. Daraufhin wurde vom ehemaligen Finanzchef der KBV Beschwerde erhoben und eine Verletzung von Richtlinie 7.6 zur Erklärung geltend gemacht.

Der Presserat führte in seinen Erwägungen eine Güterabwägung zwischen der Wahrung der Privatsphäre des ehemaligen Finanzchefs und dem öffentlichen Interesse an der Nennung des Namens durch. Für das öffentliche Interesse spreche, dass die ihm vorgeworfenen Delikte in direktem Zusammenhang mit seiner früheren Tätigkeit stünden und besonders aufgrund des grossen entstandenen Schadens schwer wiegen würden. Ebenso nehme die Krankenkasse öffentliche Aufgaben wahr und die Stellung des Finanzchefs in einer Krankenkasse mit hunderttausend Versicherten sei mit einer leitenden Funktion in einer gesellschaftlich bedeutenden privatwirtschaftlichen Unternehmung vergleichbar. Auf der anderen Seite wirkte sich der Eingriff in die Persönlichkeit hier spürbar und schmerzhaft aus. Ebenso sei zu beachten, dass zwischen der Anklage und dem Erscheinen des Artikels schon ein verhältnismässig langer Zeitraum vergangen und dass einerseits das öffentliche Interesse mit zunehmender Zeit abnehme und andererseits den Angeschuldigten im Falle einer Verurteilung eine reelle Chance zur sozialen Reintegration nicht vereitelt werden sollte. In diesem Fall sah jedoch der Presserat durch die im Herbst 2008 bevorstehende gerichtliche Beurteilung einen genügenden Anknüpfungspunkt für die Berichterstattung gegeben. Hinzu kämen der Bezug zur aktuellen beruflichen Tätigkeit des Beschwerdeführers und die Tatsache, dass längst öffentlich bekannt sei, welche Funktionen die angeschuldigten Kadermitarbeiter innehatten, und somit jeder Interessierte sich aus öffentlich zugänglichen Quellen informieren könne, um wen es sich dabei namentlich handle. «Unter Berücksichtigung all dieser Elemente kommt der Presserat bei einer Gesamtabwägung zum Schluss, die Namensnennung sei durch ein überwiegendes öffentliches Interesse – wenn auch knapp – abgedeckt gewesen.»

09-63

Wahrheit/Unterschlagung wichtiger Informationen

Wahrheit; Unterschlagung von wichtigen Informationen

Ziffern 1 und 3 der Erklärung

Stellungnahme des Presserates vom 23. Dezember 2008 (59/2008; X. c. «Schweizerische Depeschagentur»)

Im Rahmen einer Berichterstattung über den Militärunterschied auf der Kander wurde von verschiedenen Schweizer Medien eine Chronik der schwersten Unfälle der Schweizer Armee aufgeführt und als Quelle die Schweizerische Presseagentur (SDA) aufgeführt. Diese Liste wurde von X. beanstandet, weil sie unvollständig sei und teilweise Unfälle weglassen und andere, weniger schwere, erwähnen.

Der Presserat wies die Beschwerde mit der Begründung ab, dass weder die Chronik durch die Auslassung einzelner Ereignisse unwahr werde noch die als fehlend beanstandeten Unfälle für das Verständnis der Leserschaft unabdingbar seien.

09-64

Wahrheitssuche/Unterschlagung wichtiger Informationen/Anhörung bei schweren Vorwürfen

Wahrheitspflicht; Wahrheitssuche; Anhörungspflicht; Verbot der Veröffentlichung von sachlich ungerechtfertigten Anschuldigungen

Ziffer 1 der Erklärung; Richtlinien 1.1 und 3.8 zur Erklärung

Stellungnahme des Presserates vom 25. November 2008 (56/2008, Unia c. «Weltwoche»)

Die Weltwoche verfasste einen Artikel über die Politik und die Aktionen der Gewerkschaft Unia und warf dieser vor, sie nutze «fast das gesamte Repertoire, das mafiöse Vereinigungen zur Realisierung ihrer Egoismen entwickelt haben: überfallartige Kommandoaktionen, Einschüchterung, Drohung, Nötigung, Erpressung, Hetze, Kassieren von Schutzgeldern, öffentliche Fertigmache». Es wurden auch die Haltung der Gewerkschaft zur Temporärarbeit angesprochen sowie weitere Auseinandersetzungen im Baugewerbe thematisiert.

Der Presserat betonte, dass weder aus Ziffer 1 Erklärung (Wahrheit) noch aus der Richtlinie 1.1 (Wahrheitssuche) eine Pflicht zur objektiven Berichterstattung abgeleitet werden könne, jedoch müssten sich die parteiergreifenden Berichte an Fakten halten und dürften keine Informationen entstellen. Der Presserat führte aus, dass die «Weltwoche» die Haltung der Gewerkschaft zur Temporärarbeit wenig differenziert und stark zugespitzt dargestellt habe, jedoch seien die zugrundeliegenden Fakten, dass die Gewerkschaft faktisch ein (Teil-)Verbot oder

eine weitgehende Einschränkung der Teilzeit fordere, nicht völlig aus der Luft gegriffen und deswegen sei es journalistisch vertretbar, die Haltung der Unia auf die Kurzformel, sie wolle die Temporärarbeit abschaffen, zu reduzieren. Auch bezüglich Äusserungen des Präsidenten des Baumeisterverbandes, die laut Unia überholt seien, sei die Leserschaft in der Lage gewesen, sich eine eigene Meinung über den Lohnstreit zu bilden, da die Behandlung dieses Themas zwar in polemischen Stil erfolgt sei, jedoch die wichtigsten Fakten und Positionen enthalten habe. Bezüglich der Vorwürfe eines nicht genannten Firmenchefs, die Unia handle «Gestapo-mässig», führte der Presserat an, dass eine Anhörung vor der Publikation hier keinen Sinn gehabt hätte, da alles andere als ein entschiedenes Dementi wenig wahrscheinlich gewesen wäre. Vielmehr prüfte der Presserat, ob eine Verletzung von Ziffer 1 Erklärung (Wahrheitspflicht) oder Ziffer 7 (Verbot der Veröffentlichung von sachlich ungerechtfertigten Anschuldigungen) vorliege. Dabei kam er zum Schluss, dass die Wertung «Gestapo-mässig» zwar weit über das Ziel hinausschiesse und dies eine befremdliche Art sei, politische Gegner fertigzumachen, jedoch die zweifelhaften Werturteile und Metaphern für die Leserschaft ohne Weiteres als übertriebene Polemik und Provokation erkennbar gewesen seien und somit nicht gegen Ziffer 1 und 7 Erklärung verstossen würden.

09-65

Prävention – Werbekampagne «Auch Passivrauchen tötet»

Beschluss der Zweiten Kammer der Lauterkeitskommission vom 29.10.2008 (326/08)

Der Beschwerdeführer beanstandet, dass mit dem Tod und Leid eines Menschen Werbung gemacht wird, und empfindet die in der Kampagne verwendeten Sujets als ungeeignet und schockierend.

Die Lauterkeitskommission tritt nicht auf die Beschwerde ein, da es sich dabei um keine kommerzielle Kommunikation, sondern um politische Werbung handle und sie diese mangels Zuständigkeit nicht beurteilen dürfe (Art. 1 Abs. 3 Geschäftsreglement der Lauterkeitskommission).

09-66

Sexismus – Inserat «Nicht jede Fassaden-Renovation gelingt optimal»

Beschluss der Zweiten Kammer der Lauterkeitskommission vom 29.10.2008 (336/08)

Nach Ansicht der Beschwerdeführerin verletze diese Kampagne die Würde der Frau, und es fehle ein Sachzusammenhang zwischen Abbildung und der beworbenen Leistung.

Nach Beurteilung der Lauterkeitskommission sei die überzeichnete Darstellung als solche erkennbar, und das Inserat vermittele nicht den Eindruck, dass Frauen generell dazu tendieren würden, sich überflüssiger und schlechter Gesichtsoperationen zu bedienen, weswegen Grundsatz Nr. 3.11 nicht verletzt worden sei.